



Encana Corporation

États financiers consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2010

(Établis en dollars US)

Rapport de la direction

Responsabilité de la direction relativement aux états financiers consolidés

La direction est responsable des états financiers consolidés ci-joints d'Encana Corporation (la « Société »). Les états financiers consolidés ont été établis par la direction en dollars US selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et comprennent certaines estimations que la direction a jugées les plus appropriées. L'information financière que renferme le rapport annuel est conforme aux états financiers consolidés.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'information contenue dans les états financiers consolidés. Il s'acquitte de sa responsabilité à l'égard de ces états financiers principalement par l'entremise de son comité de vérification, dont le mandat écrit respecte les exigences actuelles des lois canadiennes sur les valeurs mobilières et de la loi américaine intitulée *Sarbanes-Oxley Act of 2002* et, en principe, se conforme volontairement aux lignes directrices sur les comités de vérification établies par la New York Stock Exchange. Le comité de vérification se réunit au moins une fois par trimestre.

Évaluation par la direction du contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est aussi responsable de la mise en place et du maintien d'un contrôle interne adéquat à l'égard de l'information financière de la Société. Le système de contrôle interne a été conçu de façon à fournir à la direction une assurance raisonnable eu égard à la préparation et à la présentation des états financiers consolidés.

Les systèmes de contrôle interne, aussi bien conçus soient-ils, comportent des limites qui leur sont inhérentes. Par conséquent, même si les systèmes de contrôle interne ont été jugés efficaces, ils ne peuvent fournir qu'une assurance raisonnable en ce qui a trait à la préparation et à la présentation des états financiers. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

La direction a procédé à une évaluation de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2010 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission. À la lumière de cette évaluation, la direction a conclu que la conception et le fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société étaient efficaces à cette date.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l., cabinet d'experts-comptables indépendant, a été mandaté par un vote des actionnaires de la Société lors de la dernière assemblée générale annuelle pour vérifier et exprimer des opinions indépendantes sur les états financiers consolidés de la Société et sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société au 31 décembre 2010, lesquelles sont présentées dans son rapport d'audit. PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l. a exprimé de telles opinions.

Le président et
chef de la direction,

(signé) **Randall K. Eresman**

Le 16 février 2011

La vice-présidente directrice et
chef des services financiers,

(signé) **Sherri A. Brillon**

Rapport de l'auditeur

Aux actionnaires d'Encana Corporation

Nous avons procédé à des audits intégrés des états financiers consolidés de 2010, 2009 et 2008 d'Encana Corporation et de son contrôle interne à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2010. Nos opinions, qui se fondent sur nos audits, sont présentées ci-après.

Rapport sur les états financiers consolidés

Nous avons vérifié les états financiers consolidés d'Encana Corporation qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2010 et 2009 ainsi que les états consolidés des résultats, du résultat étendu, des capitaux propres et des flux de trésorerie de chacun des trois exercices compris dans la période terminée le 31 décembre 2010 et les notes y afférentes, notamment un résumé des principales méthodes comptables.

Responsabilité de la direction à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada et les normes établies par le Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes requièrent que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Les normes d'audit généralement reconnues du Canada requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants par sondages concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la société portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des principes et des méthodes comptables retenus et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit sur les états financiers consolidés.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière d'Encana Corporation aux 31 décembre 2010 et 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour chacun des trois exercices compris dans la période terminée le 31 décembre 2010 selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Nous avons aussi audité le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'Encana Corporation au 31 décembre 2010, selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework*, publié par le Committee of Sponsoring Organizations (« COSO ») de la Treadway Commission.

Responsabilité de la direction pour le contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction est responsable du maintien d'un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière et de son évaluation de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière présentée dans le rapport de la direction inclus dans les présentes.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société en nous fondant sur notre audit. Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a été effectué conformément aux normes du Public Company Accounting Oversight Board (États-Unis). Ces normes exigent que l'audit soit planifié et exécuté de façon à obtenir l'assurance raisonnable qu'un contrôle interne efficace de l'information financière a été maintenu, à tous les égards importants.

Notre audit du contrôle interne à l'égard de l'information financière a comporté l'acquisition d'une compréhension du contrôle interne à l'égard de l'information financière, l'appréciation du risque de faiblesse importante, des tests et une évaluation de l'efficacité de la conception et du fonctionnement du contrôle interne à l'égard de l'information financière en fonction de notre appréciation du risque, ainsi que la mise en œuvre des autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

Nous estimons que notre audit constitue un fondement raisonnable à l'expression de notre opinion d'audit sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Définition du contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière d'une entité est un processus conçu pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, et qui comprend les politiques et procédures qui : i) concernent la tenue de dossiers suffisamment détaillés qui donnent une image fidèle des opérations et des cessions d'actifs de l'entité; ii) fournissent l'assurance raisonnable que les opérations sont enregistrées comme il se doit pour établir les états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada et que les encaissements et décaissements de l'entité ne sont faits qu'avec l'autorisation de la direction et du conseil d'administration; iii) fournissent l'assurance raisonnable que toute acquisition, utilisation ou cession non autorisée d'actifs de l'entité qui pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers est soit interdite, soit détectée à temps.

Limites inhérentes

En raison des limites qui lui sont inhérentes, il se peut que le contrôle interne à l'égard de l'information financière ne permette pas de prévenir ou de détecter certaines inexactitudes. De plus, toute projection du résultat d'une évaluation de son efficacité sur des périodes futures est exposée au risque que les contrôles deviennent inadéquats en raison de changements de situation ou que le niveau de respect des politiques ou des procédures diminue.

Opinion

À notre avis, Encana Corporation maintient, à tous les égards importants, un contrôle interne efficace à l'égard de l'information financière au 31 décembre 2010 selon les critères établis dans le document *Internal Control – Integrated Framework* publié par le COSO.

(signé) « **PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.** »
Comptables agréés
Calgary (Alberta)
Canada

Le 16 février 2011

État consolidé des résultats

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars US, sauf les montants par action)		2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	(note 4)	8 870 \$	11 114 \$	21 053 \$
Charges	(note 4)			
Taxes à la production et impôts miniers		217	171	478
Transport		859	1 280	1 704
Exploitation		1 061	1 627	1 983
Produits achetés		739	1 460	2 426
Amortissement et épuisement		3 242	3 704	4 035
Administration		359	477	447
Intérêts, montant net	(note 7)	501	405	402
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(note 13)	46	71	77
(Gain) perte de change, montant net	(note 8)	(216)	(22)	423
(Gain) perte à la cession de participations	(note 6)	2	2	(141)
		6 810	9 175	11 834
Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices		2 060	1 939	9 219
Charge d'impôts sur les bénéfices	(note 9)	561	109	2 720
Bénéfice net tiré des activités poursuivies		1 499	1 830	6 499
Bénéfice net (perte) tiré des activités abandonnées	(note 5)	-	32	(555)
Bénéfice net		1 499 \$	1 862 \$	5 944 \$
Bénéfice net des activités poursuivies par action ordinaire	(note 15)			
De base		2,03 \$	2,44 \$	8,66 \$
Dilué		2,03 \$	2,44 \$	8,64 \$
Bénéfice net par action ordinaire	(note 15)			
De base		2,03 \$	2,48 \$	7,92 \$
Dilué		2,03 \$	2,48 \$	7,91 \$

État consolidé du résultat étendu

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars US)		2010	2009	2008
Bénéfice net		1 499 \$	1 862 \$	5 944 \$
Autres éléments du résultat étendu, après impôts				
Écart de conversion		296	2 018	(2 230)
Résultat étendu		1 795 \$	3 880 \$	3 714 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Bilan consolidé

31 décembre (en millions de dollars US)		2010	2009
Actif			
Actif à court terme			
Trésorerie et équivalents		629 \$	4 275 \$
Comptes débiteurs et produits à recevoir		1 103	1 180
Gestion des risques	(note 17)	729	328
Impôts sur les bénéfices à recouvrer		390	-
Stocks		3	12
		2 854	5 795
Immobilisations corporelles, montant net	(notes 4, 10)	28 701	26 173
Placements et autres actifs	(note 11)	235	164
Gestion des risques	(note 17)	505	32
Écart d'acquisition	(note 4)	1 725	1 663
	(note 4)	34 020 \$	33 827 \$
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Comptes créditeurs et charges à payer		2 211 \$	2 143 \$
Impôts sur les bénéfices à payer		-	1 776
Gestion des risques	(note 17)	65	126
Partie à court terme de la dette à long terme	(note 12)	500	200
		2 776	4 245
Dette à long terme	(note 12)	7 129	7 568
Autres passifs	(note 4)	1 730	1 185
Gestion des risques	(note 17)	8	42
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	(note 13)	820	787
Impôts sur les bénéfices futurs	(note 9)	4 230	3 386
		16 693	17 213
Engagements et éventualités	(note 19)		
Capitaux propres			
Capital-actions	(note 15)	2 319	2 360
Surplus d'apport	(note 15)	-	6
Bénéfices non répartis		13 957	13 493
Cumul des autres éléments du résultat étendu		1 051	755
Total des capitaux propres		17 327	16 614
		34 020 \$	33 827 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Approuvé par le Conseil,

(signé) **David P. O'Brien**
Administrateur

(signé) **Jane L. Peverett**
Administratrice

État consolidé des capitaux propres

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars US)	2010	2009	2008
Capital social			
Solde au début de l'exercice	2 360 \$	4 557 \$	4 479 \$
Actions ordinaires émises aux termes des régimes d'options sur actions (note 15)	5	5	80
Actions ordinaires émises de la fiducie liée aux DVAR (note 15)	-	19	-
Rémunération à base d'actions (note 15)	2	1	11
Actions ordinaires achetées (note 15)	(48)	-	(13)
Actions ordinaires annulées (note 3)	-	(4 582)	-
Nouvelles actions ordinaires d'Encana émises (note 3)	-	2 360	-
Actions spéciales d'Encana émises (note 3)	-	2 222	-
Actions spéciales d'Encana annulées (note 3)	-	(2 222)	-
Solde à la fin de l'exercice	2 319 \$	2 360 \$	4 557 \$
Surplus d'apport			
Solde au début de l'exercice	6 \$	- \$	80 \$
Actions ordinaires émises de la fiducie liée aux DVAR (note 15)	-	6	-
Rémunération à base d'actions	-	-	1
Actions ordinaires achetées (note 15)	(6)	-	-
Actions ordinaires distribuées aux termes des régimes de rémunération incitatifs	-	-	(81)
Solde à la fin de l'exercice	- \$	6 \$	- \$
Bénéfices non répartis			
Solde au début de l'exercice	13 493 \$	17 584 \$	13 082 \$
Bénéfice net	1 499	1 862	5 944
Dividendes sur actions ordinaires	(590)	(1 051)	(1 199)
Charges au titre de l'offre publique de rachat (note 15)	(445)	-	(243)
Distribution à Cenovus Energy, montant net (note 3)	-	(4 902)	-
Solde à la fin de l'exercice	13 957 \$	13 493 \$	17 584 \$
Cumul des autres éléments du résultat étendu			
Solde au début de l'exercice	755 \$	833 \$	3 063 \$
Écart de conversion	296	2 018	(2 230)
Montant transféré à Cenovus Energy (note 3)	-	(2 096)	-
Solde à la fin de l'exercice	1 051 \$	755 \$	833 \$
Total des capitaux propres	17 327 \$	16 614 \$	22 974 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

État consolidé des flux de trésorerie

Exercices terminés les 31 décembre (en millions de dollars US)	2010	2009	2008
Activités d'exploitation			
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 499 \$	1 830 \$	6 499 \$
Amortissement et épuisement	3 242	3 704	4 035
Impôts sur les bénéfices futurs (note 9)	774	(1 799)	1 723
Impôts versés à la cession d'actifs (note 9)	-	-	25
(Gain) perte latente liée à la gestion des risques (note 17)	(945)	2 680	(2 729)
(Gain) perte latente de change	(278)	(231)	417
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (note 13)	46	71	77
(Gain) perte à la cession de participations (note 6)	2	2	(141)
Autres	99	373	(79)
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	-	149	(441)
Variation nette des autres actifs et passifs	(84)	23	(257)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités poursuivies (note 18)	(1 990)	(29)	(1 353)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités abandonnées	-	1 100	1 210
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 365	7 873	8 986
Activités d'investissement			
Dépenses en immobilisations (note 4)	(4 773)	(4 625)	(6 823)
Acquisitions (note 6)	(733)	(263)	(1 174)
Produits de la cession de participations (note 6)	883	1 178	904
Impôts versés à la cession d'actifs (note 9)	-	-	(25)
Trésorerie transférée dans le cadre de l'opération de scission (note 3)	-	(3 996)	-
Produits des billets à recevoir de Cenovus (note 3)	-	3 750	-
Variation nette des placements et autres	(80)	337	311
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités poursuivies (note 18)	(26)	(50)	34
Activités abandonnées	-	(1 137)	(769)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4 729)	(4 806)	(7 542)
Activités de financement			
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme renouvelables, montant net	-	(1 852)	(53)
Émission de titres d'emprunt à long terme	-	496	723
Émission de billets de Cenovus (note 3)	-	3 468	-
Remboursement de la dette à long terme (note 12)	(200)	(250)	(664)
Émission d'actions ordinaires (note 15)	5	24	80
Rachats d'actions ordinaires (note 15)	(499)	-	(326)
Dividendes sur actions ordinaires	(590)	(1 051)	(1 199)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 284)	835	(1 439)
Gain (perte) de change sur la trésorerie et ses équivalents libellés en devises	2	19	(33)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et de ses équivalents	(3 646)	3 921	(28)
Trésorerie et équivalents au début de l'exercice	4 275	354	382
Trésorerie et équivalents à la fin de l'exercice	629 \$	4 275 \$	354 \$
Trésorerie à la fin de l'exercice	126 \$	218 \$	13 \$
Équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	503	4 057	341
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	629 \$	4 275 \$	354 \$

Renseignements supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 18)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Établies selon les principes comptables généralement reconnus du Canada
Tous les montants sont en millions de dollars US, à moins d'indication contraire
Exercice terminé le 31 décembre 2010

1. Résumé des principales méthodes comptables

Dans les présents états financiers consolidés, tous les montants en dollars sont exprimés en dollars US, à moins d'indication contraire. La monnaie fonctionnelle d'Encana est le dollar CA, mais comme la plupart de ses produits sont étroitement liés au dollar US, Encana a adopté le dollar US comme monnaie de présentation pour faciliter une comparaison plus directe avec d'autres sociétés pétrolières et gazières nord-américaines. Les symboles « \$ US » ou « \$ » renvoient à des dollars US et le symbole « \$ CA » renvoie à des dollars canadiens.

Encana exerce ses activités dans les secteurs de l'exploration, de la mise en valeur et de la production et de la commercialisation de gaz naturel, de pétrole brut et de liquides de gaz naturel (« LGN »).

A) PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Encana Corporation et de ses filiales (« Encana » ou la « Société »). Ils ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Des informations préparées conformément aux PCGR des États-Unis sont présentées à la note 21.

Les participations dans des actifs et sociétés de personnes sous contrôle conjoint ainsi que dans des coentreprises sans personnalité morale exerçant des activités d'exploration, de mise en valeur et de production d'Encana sont comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle, méthode selon laquelle les comptes reflètent la quote-part revenant à Encana des produits, des charges, de l'actif et du passif de ces entreprises.

B) CONVERSION DES DEVICES

Les comptes des établissements autonomes sont convertis selon la méthode du taux courant. En vertu de cette méthode, les actifs et les passifs sont convertis au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les produits et les charges le sont au taux moyen de l'exercice. Les écarts de conversion se rapportant aux établissements autonomes sont présentés dans le cumul des autres éléments du résultat étendu, à titre d'élément distinct des capitaux propres. Au 31 décembre 2010, le cumul des autres éléments du résultat étendu comprend uniquement les écarts de conversion.

Les actifs et les passifs monétaires de la Société libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle au taux en vigueur à la fin de l'exercice. Tout gain ou perte de change est inscrit à l'état consolidé des résultats.

C) INCERTITUDE RELATIVE À LA MESURE

Pour établir en temps opportun les états financiers consolidés conformément aux PCGR du Canada, la direction doit faire des estimations, poser des hypothèses et utiliser son jugement à l'égard des montants présentés au titre des actifs et des passifs, ainsi que des informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers consolidés et à l'égard des montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice. Ces estimations portent principalement sur des opérations qui n'ont pas été réglées et sur des événements en cours à la date des états financiers consolidés. En conséquence, les résultats réels pourraient différer des montants estimatifs lorsque des événements se concrétiseront.

Les montants comptabilisés au titre de l'amortissement et de l'épuisement ainsi que des coûts et des obligations liés à la mise hors service d'immobilisations et les montants utilisés aux fins des calculs relatifs au plafonnement du coût entier et à la dépréciation sont fondés sur des estimations des réserves de gaz naturel, de pétrole brut et de LGN, et des coûts qui devront être engagés pour mettre ces réserves en valeur. De par leur nature, ces estimations des réserves, y compris les estimations des prix et des coûts futurs, et des flux de trésorerie futurs

Notes afférentes aux états financiers consolidés

qui s'y rattachent, font l'objet d'une incertitude relative à la mesure, et l'incidence sur les états financiers consolidés d'exercices à venir pourrait être importante.

La juste valeur estimative des actifs et passifs financiers découlant d'instruments dérivés fait l'objet, de par la nature même de ces éléments, d'une incertitude relative à la mesure.

Les interprétations, règlements et lois d'ordre fiscal en vigueur dans les divers territoires dans lesquels la Société et ses filiales exercent leurs activités peuvent changer. Les impôts sur les bénéfices font par conséquent l'objet d'une incertitude relative à la mesure.

Le montant de la charge de rémunération liée aux ententes de rémunération fondées sur le rendement à long terme est fonction des meilleures estimations de la direction quant à l'atteinte du critère de rendement et au montant qui sera versé.

La valeur des actifs et des obligations liés aux régimes de retraite ainsi que les coûts découlant des régimes de retraite comptabilisés en résultat net sont déterminés à partir de certaines hypothèses actuarielles et économiques qui, de par leur nature, font l'objet d'une incertitude relative à la mesure.

D) CONSTATATION DES PRODUITS

Les produits tirés de la vente de gaz naturel, de pétrole brut et de LGN d'Encana sont constatés lors du transfert du titre de propriété au client. Les gains et les pertes réalisés découlant des activités de gestion des risques liés au prix des marchandises de la Société pour le gaz naturel et le pétrole brut sont portés aux produits lorsque le contrat est réglé.

Les produits tirés de l'optimisation des marchés et les produits achetés sont inscrits au montant brut lors du transfert à Encana du titre de propriété du produit ainsi que des risques et avantages connexes. Les opérations d'achat et de vente de marchandises auprès d'une même contrepartie conclues en prévision l'une de l'autre sont comptabilisées au montant net. Les produits liés aux services offerts dans le cadre desquels Encana agit comme mandataire sont constatés lorsque les services sont fournis. Les ventes d'électricité sont constatées lorsque l'électricité est livrée au client.

Les gains et les pertes latents découlant des activités de gestion des risques liés au prix des marchandises de la Société pour le gaz naturel et le pétrole brut sont inscrits dans les produits en fonction de la juste valeur des contrats à la fin de chaque période.

E) TAXES À LA PRODUCTION ET IMPÔTS MINIERS

Les frais payés par Encana aux titulaires de participations non minières et qui sont fondés sur la production de gaz naturel, de pétrole brut et de LGN sont constatés au moment où ces biens sont produits.

F) FRAIS DE TRANSPORT

Les frais payés par Encana pour le transport de gaz naturel, de pétrole brut et de LGN, y compris les diluants, sont constatés lorsque le produit est livré et que les services sont fournis.

G) RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

Encana comptabilise ses obligations découlant des régimes d'avantages sociaux ainsi que les charges connexes, déduction faite des actifs des régimes.

Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata du nombre d'années de service, à partir des meilleures estimations de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés et les coûts prévus futurs des soins de santé. Le taux de

Notes afférentes aux états financiers consolidés

rendement prévu des actifs des régimes est fondé sur la juste valeur des actifs en question. L'obligation au titre des prestations constituées est actualisée au taux d'intérêt du marché applicable à des titres de créance de qualité supérieure émis par des sociétés à la date d'évaluation.

La charge de retraite du régime à prestations déterminées tient compte du coût des prestations de retraite gagnées au cours de l'exercice, de la charge d'intérêts sur les obligations découlant des régimes de retraite, du rendement prévu des actifs des régimes, de l'amortissement de l'obligation transitoire nette, de l'amortissement des ajustements découlant des modifications des régimes de retraite et de l'amortissement de l'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs des régimes, selon le plus élevé des deux montants. L'amortissement est calculé selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle moyenne prévue d'activité des employés couverts par les régimes.

La charge de retraite au titre des régimes à cotisations déterminées est inscrite lorsque les avantages sont gagnés par les employés couverts par les régimes.

H) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Encana utilise la méthode du report variable pour comptabiliser ses impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, elle constate des impôts futurs au titre de l'incidence de tout écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif, utilisant à cette fin les taux d'imposition pratiquement en vigueur. Les soldes cumulatifs d'impôts futurs sont ajustés de façon à tenir compte des modifications des taux d'imposition pratiquement en vigueur, et les ajustements sont comptabilisés dans le résultat net de l'exercice au cours duquel les modifications ont lieu.

I) RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action ordinaire est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pendant l'exercice. Le résultat dilué par action ordinaire est calculé en tenant compte de la dilution potentielle qui surviendrait si les options sur actions non assorties de droits à la plus-value des actions jumelés étaient exercées ou si d'autres contrats visant l'émission d'actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires. La méthode du rachat d'actions est employée pour établir l'effet dilutif des options sur actions non assorties de droits à la plus-value des actions jumelés et des autres instruments dilutifs. En vertu de cette méthode, il est présumé que le produit de l'exercice d'options sur actions dans le cours, autres que celles assorties de droits à la plus-value des actions jumelés, est affecté au rachat d'actions ordinaires au cours moyen.

J) TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS

La trésorerie et ses équivalents incluent les placements à court terme, tels que les dépôts du marché monétaire ou des instruments de type similaire, dont l'échéance est d'au plus trois mois au moment de leur achat.

K) IMMOBILISATIONS CORPORELLES

ACTIVITÉS EN AMONT

Encana comptabilise ses biens gaziers et pétroliers conformément à la note d'orientation de l'*Institut Canadien des Comptables Agréés* (« ICCA ») qui traite de la capitalisation du coût entier dans le secteur du pétrole et du gaz. Selon cette note d'orientation, tous les coûts directement liés à l'acquisition, à l'exploration et à la mise en valeur de réserves de gaz naturel, de pétrole brut et de LGN, y compris les coûts internes et les coûts liés à la mise hors service d'immobilisations, sont capitalisés dans des centres de coûts, pays par pays.

L'amortissement pour épuisement des coûts cumulés dans chaque centre de coûts est calculé selon la méthode de l'amortissement proportionnel au rendement, en fonction des réserves prouvées estimatives établies à l'aide des prix et coûts futurs estimatifs. Aux fins de ces calculs, le pétrole est converti en gaz d'après un contenu

Notes afférentes aux états financiers consolidés

énergétique équivalent. Les coûts capitalisés qui sont assujettis à l'amortissement pour épuisement incluent les coûts futurs estimatifs devant être engagés pour mettre en valeur les réserves prouvées. Le produit de la cession de biens est généralement déduit du compte du coût entier sans qu'un gain ou une perte ne soit constaté, à moins que cette déduction n'entraîne une variation du taux d'épuisement de 20 % ou plus, auquel cas un gain ou une perte est inscrit. Les coûts des grands programmes de mise en valeur et les coûts d'acquisition et d'évaluation de biens non prouvés importants sont exclus, par centre de coûts, de ceux qui sont assujettis à l'amortissement pour épuisement jusqu'à ce qu'il soit déterminé que les biens recèlent des réserves prouvées ou qu'une dépréciation a été subie. En cas de dépréciation, les coûts sont inclus dans les coûts assujettis à l'amortissement pour épuisement.

Une perte de valeur est comptabilisée en résultat net lorsque la valeur comptable d'un centre de coûts n'est pas recouvrable. La valeur comptable du centre de coûts n'est pas recouvrable si elle excède la somme des flux de trésorerie non actualisés liés aux réserves prouvées. Si la somme des flux de trésorerie est inférieure à la valeur comptable, la perte de valeur est évaluée comme l'excédent de la valeur comptable sur la somme des éléments suivants :

- i) la juste valeur des réserves prouvées et probables;
- ii) le coût des biens non prouvés soumis à un test de dépréciation distinct.

OPTIMISATION DES MARCHÉS

Les installations des activités médianes, y compris les installations servant à la production d'électricité, sont inscrites au coût et sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie estimative des biens, qui est comprise entre 20 et 25 ans.

ACTIVITÉS NON SECTORIELLES

Les coûts associés au mobilier de bureau, aux agencements, aux améliorations locatives, aux technologies de l'information et aux aéronefs sont inscrits au coût et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative des biens, qui se situe entre 3 et 25 ans. Les immobilisations en cours de construction ne sont amorties qu'à partir du moment où elles sont mises en service. Les terrains sont comptabilisés au coût.

L) CAPITALISATION DES COÛTS

Les frais relatifs aux remplacements ou aux améliorations qui accroissent la capacité de production ou prolongent la durée de vie d'un actif sont capitalisés. Les frais d'entretien et de réparation sont passés en charges au fur et à mesure qu'ils sont engagés.

Les intérêts sont capitalisés au cours de la phase de construction des projets d'immobilisations importants.

M) ÉCART D'ACQUISITION

Au moins une fois l'an, au 31 décembre, l'écart d'acquisition, qui représente l'excédent du prix d'acquisition sur la juste valeur de l'actif net acquis, est soumis à un test de dépréciation. L'écart d'acquisition ainsi que tous les autres actifs et passifs ont été attribués aux centres de coûts par pays, qui sont appelés des unités d'exploitation. Pour déterminer si une dépréciation a été subie, la juste valeur de chaque unité d'exploitation est établie et comparée à la valeur comptable de l'unité. Si la juste valeur d'une unité est inférieure à la valeur comptable, un deuxième test est effectué pour déterminer le montant de la perte de valeur. Ce montant est calculé en déduisant la juste valeur des actifs et passifs de l'unité d'exploitation de la juste valeur de l'unité d'exploitation afin d'établir la juste valeur théorique de l'écart d'acquisition, et en comparant cette valeur théorique à la valeur comptable de l'écart d'acquisition de l'unité d'exploitation. Tout excédent de la valeur comptable de l'écart d'acquisition sur sa juste valeur théorique correspond au montant de la perte de valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

N) OBLIGATIONS LIÉES À LA MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

La juste valeur des obligations estimatives liées à la mise hors service d'immobilisations est comptabilisée dans le bilan consolidé lorsque les obligations naissent et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur.

Les obligations liées à la mise hors service d'immobilisations incluent les obligations juridiques en vertu desquelles la Société sera tenue de mettre hors service des immobilisations corporelles, telles que des sites de puits en production, des plates-formes de production en mer et des installations de traitement du gaz naturel. Les coûts de mise hors service d'immobilisations, qui correspondent à la juste valeur estimative des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, sont capitalisés dans le coût des immobilisations correspondantes. Les variations des obligations estimatives découlant de révisions de l'échéancier ou du montant estimatif des flux de trésorerie non actualisés sont comptabilisées à titre de variations des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et des coûts connexes de mise hors service d'immobilisations.

L'amortissement des coûts de mise hors service d'immobilisations est inclus dans le poste « Amortissement et épuisement » à l'état consolidé des résultats. Les augmentations des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations attribuables à l'écoulement du temps sont inscrites à titre de charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à l'état consolidé des résultats.

Les frais qui sont réellement engagés sont portés en diminution des obligations cumulées.

O) RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Les obligations de paiement en trésorerie ou en actions ordinaires aux termes des régimes de droits à la plus-value des actions, d'options assorties de droits à la plus-value des actions jumelés, de droits différés à la valeur d'actions et de droits à la valeur d'actions liés au rendement d'Encana sont constatées à titre de coûts de rémunération sur le délai d'acquisition des droits selon la méthode de la valeur intrinsèque.

Les obligations de paiement liées aux options d'achat d'actions de Cenovus Energy Inc. (« Cenovus ») détenues par des employés d'Encana sont comptabilisées comme des coûts de rémunération en fonction de la juste valeur du passif financier.

Les fluctuations du cours des actions ordinaires sous-jacentes modifient le coût de la rémunération à payer et sont constatées lorsqu'elles surviennent.

P) INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont évalués à la juste valeur lors de la comptabilisation initiale de l'instrument. Au cours des périodes ultérieures, l'évaluation varie selon que l'instrument financier est « détenu à des fins de transaction », « disponible à la vente », « détenu jusqu'à l'échéance », classé dans les « prêts et créances » ou classé dans les « autres passifs financiers », selon les définitions données dans la norme.

Les actifs et les passifs financiers « détenus à des fins de transaction » sont évalués à la juste valeur, les variations de la juste valeur étant comptabilisées en résultat net. Les actifs financiers « disponibles à la vente » sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat étendu. Les actifs financiers « détenus jusqu'à l'échéance », les « prêts et créances » et les « autres passifs financiers » sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La trésorerie et ses équivalents, les comptes débiteurs et les comptes créditeurs liés aux options sur actions d'Encana détenues par des employés de Cenovus et les comptes créditeurs liés aux options sur actions de Cenovus détenues par des employés d'Encana sont désignés comme étant « détenus à des fins de transaction » et sont évalués à la juste valeur.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

À l'exception des comptes débiteurs liés aux options sur actions d'Encana détenues par des employés de Cenovus, les comptes débiteurs et produits à recevoir sont classés dans les « prêts et créances ».

À l'exception des comptes créditeurs liés aux options sur actions d'Encana détenues par des employés de Cenovus et des comptes créditeurs liés à des options sur actions de Cenovus détenues par des employés d'Encana, les comptes créditeurs et charges à payer et la dette à long terme sont classés dans les « autres passifs financiers ».

Encana capitalise les coûts de transaction, les primes et les escomptes liés à la dette à long terme. Ces coûts sont capitalisés dans la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

ACTIFS ET PASSIFS LIÉS À LA GESTION DES RISQUES

Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques sont des instruments financiers dérivés considérés comme étant « détenus à des fins de transaction », sauf s'ils sont désignés aux fins de la comptabilité de couverture. Les instruments dérivés qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture ou qui ne sont pas désignés comme couvertures aux fins comptables sont comptabilisés à la juste valeur. Selon cette méthode, les instruments sont inscrits au bilan consolidé à titre d'actif ou de passif, et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Les gains et les pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur le prix du gaz naturel et du pétrole brut sont constatés dans les produits tirés du gaz naturel et du pétrole brut au règlement des contrats. Les gains et les pertes réalisés découlant de dérivés financiers portant sur le prix de l'énergie sont constatés dans les charges d'exploitation au règlement des contrats liés à l'énergie. Les gains et les pertes latents sont comptabilisés à la fin de chaque période visée par des états financiers en fonction de la variation de la juste valeur des contrats. La juste valeur estimative de tous les instruments dérivés repose sur des prix cotés sur les marchés ou, en l'absence de tels prix, sur des indications et des prévisions des marchés émanant de tiers.

Encana recourt à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de marché auxquels elle est exposée et qui découlent du prix des marchandises ainsi que des taux de change et d'intérêt. La Société a pour politique de ne pas utiliser d'instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Encana a mis en place des politiques et des procédures en ce qui concerne la documentation et les approbations requises quant à l'utilisation d'instruments financiers dérivés et relie expressément leur utilisation, dans le cas des marchandises, à la réduction du risque de marché associé aux flux de trésorerie attendus des programmes d'immobilisations prévus et, dans d'autres cas, à la réduction du risque de marché d'actifs et d'obligations précis. Le cas échéant, la Société identifie également toutes les relations entre les instruments financiers et les opérations prévues ainsi que les objectifs de gestion des risques et les stratégies qui sous-tendent la conclusion de diverses opérations de couverture économique. Lorsqu'un instrument financier particulier est acquis, la Société apprécie, tant au moment de l'acquisition que par la suite, si l'instrument qui est utilisé à l'égard d'une opération donnée permet ou non de compenser efficacement les variations de la juste valeur ou des flux de trésorerie de l'opération.

Q) RECLASSEMENT

Certaines informations fournies à l'égard des exercices précédents ont été reclassées conformément à la présentation adoptée en 2010.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

2. Modifications de méthodes et de pratiques comptables

Adoption de nouvelles normes comptables

Le 1^{er} janvier 2010, Encana a adopté les chapitres suivants du *Manuel de l'ICCA* :

- Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », qui remplace l'ancienne norme sur les regroupements d'entreprises. Le chapitre exige que les actifs acquis et les passifs pris en charge dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, les contreparties conditionnelles et certaines éventualités acquises soient comptabilisés à la juste valeur à la date d'acquisition. De plus, les coûts liés à l'acquisition et les coûts de restructuration doivent être constatés séparément du regroupement d'entreprises et comptabilisés dans les résultats. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur le traitement comptable des regroupements d'entreprises conclus après le 1^{er} janvier 2010.
- Le chapitre 1601, « États financiers consolidés », qui, avec le chapitre 1602 mentionné ci-dessous, remplace l'ancienne norme sur les états financiers consolidés. Le chapitre 1601 établit les exigences concernant la préparation des états financiers consolidés. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés d'Encana.
- Le chapitre 1602, « Participations ne donnant pas le contrôle », qui définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation ne donnant pas le contrôle d'une filiale. Aux termes de ce chapitre, les participations ne donnant pas le contrôle doivent être classées comme un élément distinct des capitaux propres. De plus, le bénéfice net et les composantes des autres éléments du résultat étendu sont attribués à la société mère et à la participation ne donnant pas le contrôle. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés d'Encana.

Les chapitres du *Manuel de l'ICCA* indiqués ci-dessus convergent avec les Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Normes internationales d'information financière

Avec prise d'effet le 1^{er} janvier 2011, la Société sera tenue de présenter ses états financiers consolidés conformément aux IFRS, y compris les informations comparatives pour 2010. Encana met la dernière main à son plan de transition aux IFRS et s'attend à présenter ses résultats du premier trimestre de 2011 en IFRS en avril 2011. D'après les normes internationales en vigueur, Encana ne prévoit pas que le basculement aux IFRS aura une incidence importante sur ses activités, ses décisions stratégiques et ses flux de trésorerie.

3. Opération de scission

Le 30 novembre 2009, Encana a achevé un projet de réorganisation de l'entreprise (l'« opération de scission ») qui prévoyait sa scission en deux sociétés d'exploitation d'énergie ouvertes et indépendantes. La première, Encana Corporation, est une société gazière et l'autre, Cenovus Energy Inc., une société pétrolière intégrée.

Aux termes de l'opération de scission, les actionnaires d'Encana ont reçu une nouvelle action ordinaire d'Encana et une action spéciale d'Encana pour chaque action ordinaire d'Encana détenue. La valeur comptable des actions ordinaires d'Encana en circulation immédiatement avant l'opération de scission a été attribuée aux nouvelles actions ordinaires d'Encana et aux actions spéciales d'Encana de façon directement proportionnelle au cours moyen pondéré des actions « avant leur émission ». Selon ce calcul, la valeur attribuée aux nouvelles actions ordinaires d'Encana s'élève à 2 360 M\$ et la valeur attribuée aux actions spéciales d'Encana, à 2 222 M\$. Les actions spéciales d'Encana ont par la suite été échangées par les actionnaires d'Encana contre des actions ordinaires de Cenovus, donnant ainsi lieu à l'opération de scission.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Aux termes de l'opération de scission, les activités de raffinage en aval et certains actifs pétroliers et gaziers en amont d'Encana ont été transférés à Cenovus. Les résultats passés se rapportant aux actifs en amont transférés ont été comptabilisés comme des activités poursuivies conformément aux exigences de la méthode de la capitalisation du coût entier (voir la note 4). Les résultats passés se rapportant aux activités de raffinage en aval ont été présentés comme des activités abandonnées (voir la note 5).

Parallèlement à la réorganisation proposée, le 18 septembre 2009, Cenovus a réalisé un placement privé de billets non garantis de premier rang pour un capital global de 3 500 M\$. Le produit net tiré du placement privé de 3 468 M\$ a été détenu en mains tierces jusqu'à la réalisation de l'opération de scission. Les billets non garantis (les « billets de Cenovus ») ont été transférés dans le cadre de l'opération de scission.

Le tableau ci-après indique l'actif net transféré à Cenovus à la valeur comptable dans le cadre de l'opération de scission le 30 novembre 2009.

Actif net transféré dans le cadre de l'opération de scission

Actif	
Trésorerie et liquidités soumises à restrictions	3 996 \$
Immobilisations corporelles, montant net	
Pétrole et gaz	9 329
Raffinage en aval (voir la note 5)	4 710
Effet à recevoir lié à la participation dans la coentreprise, y compris la partie échéant à moins d'un an	2 835
Écart d'acquisition	1 083
Autres actifs à court terme et à long terme	2 094
	<hr/>
	24 047
Passif	
Billets à payer à Encana	3 750
Billets de Cenovus	3 436
Effet à payer lié à la participation dans la coentreprise, y compris la partie échéant à moins d'un an	2 857
Impôts sur les bénéfices futurs	2 314
Autres passifs à court terme et à long terme	2 470
	<hr/>
	14 827
Actif net transféré dans le cadre de l'opération de scission	<hr/>
	9 220 \$

L'opération de scission a réduit de 9 220 M\$ le total des capitaux propres comme suit : réduction de 2 222 M\$ du capital-actions, réduction de 4 902 M\$ des bénéfices non répartis et réduction de 2 096 M\$ du cumul des autres éléments du résultat étendu.

Après l'opération de scission, Encana a reçu des sommes totalisant environ 3,75 G\$ que lui devait Cenovus.

4. Informations sectorielles

Les secteurs d'exploitation isolables de la Société s'établissent comme suit :

- Le secteur **Canada** englobe les activités d'exploration, de mise en valeur et de production de gaz naturel, de pétrole brut et de LGN ainsi que les activités connexes comprises dans le centre de coûts canadien.
- Le secteur **États-Unis** englobe les activités d'exploration, de mise en valeur et de production de gaz naturel et de LGN ainsi que les activités connexes comprises dans le centre de coûts américain.
- La principale responsabilité des **Activités d'optimisation des marchés** consiste en la vente de la production de la Société. Ces résultats sont inclus dans les secteurs Canada et États-Unis. Les activités d'optimisation des marchés comprennent l'achat et la vente de produits de tiers qui accordent une souplesse sur le plan de l'exploitation en ce qui a trait aux engagements de transport, aux types de

Notes afférentes aux états financiers consolidés

produits, aux points de livraison et à la diversification de la clientèle. Ces activités sont présentées dans le secteur Activités d'optimisation des marchés.

- Le secteur **Activités non sectorielles et autres** comprend principalement des gains ou des pertes latents sur les instruments financiers dérivés. Une fois les montants réglés, les gains et les pertes réalisés sont comptabilisés dans le secteur d'exploitation auquel les instruments dérivés sont liés.

Le secteur Activités d'optimisation des marchés vend presque toute la production en amont de la Société à des tiers. Les opérations conclues entre les secteurs sont déterminées d'après la valeur du marché et éliminées au moment de la consolidation. Ces éliminations sont prises en considération dans l'information financière présentée dans les tableaux figurant dans la présente note.

Encana a une structure de prise de décisions et de présentation de l'information décentralisée. Par conséquent, la Société présente les résultats de ses divisions selon la ventilation suivante :

- La division **Canada** englobe les actifs se rapportant à l'exploration, à la mise en valeur et à la production de gaz naturel situés en Colombie-Britannique et en Alberta, ainsi que le projet d'exploitation de gaz naturel Deep Panuke au large des côtes de la Nouvelle-Écosse. Quatre importantes zones de ressources relèvent de cette division : i) Greater Sierra dans le nord-est de la Colombie-Britannique, notamment Horn River; ii) Cutbank Ridge, qui chevauche l'Alberta et la Colombie-Britannique, notamment Montney; iii) Bighorn dans le centre-ouest de l'Alberta; et iv) Coalbed Methane dans le sud de l'Alberta.
- La division **États-Unis** englobe les actifs se rapportant à l'exploration, à la mise en valeur et à la production de gaz naturel situés aux États-Unis. Cinq importantes zones de ressources relèvent de cette division : i) Jonah dans le sud-ouest du Wyoming; ii) Piceance dans le nord-ouest du Colorado; iii) East Texas au Texas; iv) Haynesville, qui chevauche la Louisiane et le Texas; et v) Fort Worth au Texas.
- La division **Canada – Autres** représente les résultats combinés des anciennes divisions Plaines canadiennes et Activités pétrolières intégrées – Canada.

Les résultats comparatifs présentés avant l'opération de scission du 30 novembre 2009 comprennent les résultats d'exploitation tirés d'actifs transférés à Cenovus. Les anciennes activités en amont de la division Plaines canadiennes et Activités pétrolières intégrées – Canada sont présentées dans la division Canada – Autres au sein des activités poursuivies. Les anciennes activités de raffinage en aval de la division Activités pétrolières intégrées sont présentées comme activités abandonnées, comme il est indiqué à la note 5.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Résultats des activités poursuivies

Information sectorielle et géographique

Exercices terminés les 31 décembre	Canada			États-Unis			Optimisation des marchés		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	2 829 \$	7 585 \$	10 050 \$	4 275 \$	4 537 \$	5 629 \$	797 \$	1 607 \$	2 655 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers	8	53	108	209	118	370	-	-	-
Transport	197	750	1 202	662	530	502	-	-	-
Exploitation	561	1 118	1 333	468	434	618	33	26	45
Produits achetés	-	(85)	(151)	-	-	-	739	1 545	2 577
	2 063	5 749	7 558	2 936	3 455	4 139	25	36	33
Amortissement et épuisement	1 242	1 980	2 198	1 912	1 561	1 691	11	20	15
Bénéfice sectoriel (perte)	821 \$	3 769 \$	5 360 \$	1 024 \$	1 894 \$	2 448 \$	14 \$	16 \$	18 \$

	Activités non sectorielles et autres			Chiffres consolidés		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	969 \$	(2 615) \$	2 719 \$	8 870 \$	11 114 \$	21 053 \$
Charges						
Taxe à la production et impôts miniers	-	-	-	217	171	478
Transport	-	-	-	859	1 280	1 704
Exploitation	(1)	49	(13)	1 061	1 627	1 983
Produits achetés	-	-	-	739	1 460	2 426
	970	(2 664)	2 732	5 994	6 576	14 462
Amortissement et épuisement	77	143	131	3 242	3 704	4 035
Bénéfice sectoriel (perte)	893 \$	(2 807) \$	2 601 \$	2 752	2 872	10 427
Administration				359	477	447
Intérêts débiteurs, montant net				501	405	402
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations				46	71	77
(Gain) perte de change, montant net				(216)	(22)	423
(Gain) perte à la cession de participations				2	2	(141)
				692	933	1 208
Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices				2 060	1 939	9 219
Charge d'impôts sur les bénéfices				561	109	2 720
Bénéfice net tiré des activités poursuivies				1 499 \$	1 830 \$	6 499 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Résultats des activités poursuivies

Informations sectorielles par catégories de produits et par divisions

Exercices terminés les 31 décembre	Division canadienne			Secteur Canada* Canada – Autres			Total		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	2 829 \$	3 362 \$	4 355 \$	- \$	4 223 \$	5 695 \$	2 829 \$	7 585 \$	10 050 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers	8	14	33	-	39	75	8	53	108
Transport	197	154	239	-	596	963	197	750	1 202
Exploitation	561	536	609	-	582	724	561	1 118	1 333
Produits achetés	-	-	-	-	(85)	(151)	-	(85)	(151)
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	2 063 \$	2 658 \$	3 474 \$	- \$	3 091 \$	4 084 \$	2 063 \$	5 749 \$	7 558 \$

Exercices terminés les 31 décembre	Division canadienne Gaz			Division canadienne Pétrole et LGN			Autres		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	2 480 \$	3 041 \$	3 720 \$	305 \$	277 \$	578 \$	44 \$	44 \$	57 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers	7	11	28	1	3	5	-	-	-
Transport	194	148	201	3	6	12	-	-	26
Exploitation	531	501	549	16	21	39	14	14	21
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	1 748 \$	2 381 \$	2 942 \$	285 \$	247 \$	522 \$	30 \$	30 \$	10 \$

	Total		
	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	2 829 \$	3 362 \$	4 355 \$
Charges			
Taxe à la production et impôts miniers	8	14	33
Transport	197	154	239
Exploitation	561	536	609
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	2 063 \$	2 658 \$	3 474 \$

* Comprend les activités de l'ancienne division Plaines canadiennes et Activités pétrolières intégrées – Canada.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Résultats des activités poursuivies

Informations sectorielles par catégories de produits et par divisions

Division États-Unis									
	Gaz			Pétrole et LGN			Autres		
Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	3 912 \$	4 222 \$	4 934 \$	244 \$	201 \$	407 \$	119 \$	114 \$	288 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers	185	100	334	24	18	36	-	-	-
Transport	662	530	502	-	-	-	-	-	-
Exploitation	393	327	352	-	-	-	75	107	266
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	2 672 \$	3 265 \$	3 746 \$	220 \$	183 \$	371 \$	44 \$	7 \$	22 \$
							Total		
							2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances							4 275 \$	4 537 \$	5 629 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers							209	118	370
Transport							662	530	502
Exploitation							468	434	618
Flux de trésorerie liés à l'exploitation							2 936 \$	3 455 \$	4 139 \$
Canada – Autres*									
	Gaz			Pétrole et LGN			Autres		
Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	- \$	1 781 \$	2 301 \$	- \$	2 287 \$	3 223 \$	- \$	155 \$	171 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers	-	15	36	-	23	38	-	1	1
Transport	-	37	71	-	535	847	-	24	45
Exploitation	-	186	241	-	356	409	-	40	74
Produits achetés	-	-	-	-	-	-	-	(85)	(151)
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	- \$	1 543 \$	1 953 \$	- \$	1 373 \$	1 929 \$	- \$	175 \$	202 \$
							Total		
							2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances							- \$	4 223 \$	5 695 \$
Charges									
Taxe à la production et impôts miniers							-	39	75
Transport							-	596	963
Exploitation							-	582	724
Produits achetés							-	(85)	(151)
Flux de trésorerie liés à l'exploitation							- \$	3 091 \$	4 084 \$

* Comprend les activités de l'ancienne division Plaines canadiennes et Activités pétrolières intégrées – Canada.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Dépenses en immobilisations (activités poursuivies)

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Dépenses en immobilisations			
Division canadienne	2 211 \$	1 869 \$	2 459 \$
Canada – Autres	-	848	1 500
Canada	2 211	2 717	3 959
États-Unis	2 499	1 821	2 682
Optimisation des marchés	2	2	17
Activités non sectorielles et autres	61	85	165
	4 773 \$	4 625 \$	6 823 \$

En 2007 et en 2008, Encana a fait l'acquisition de terrains et de biens situés en Louisiane et au Texas. Trois opérations ont été facilitées par des parties non apparentées, lesquelles détenaient la majorité des actifs en fiducie pour la Société en prévision de l'échange en nature admissible aux fins de l'impôt des États-Unis en contrepartie de 457 M\$, de 101 M\$ et de 2,55 G\$. Au cours de la période de six mois ayant suivi les opérations, chaque partie non apparentée représentait un droit dans une entité à détenteurs de droits variables, dans le cadre d'un arrangement aux termes duquel Encana était le principal bénéficiaire de la partie non apparentée concernée et consolidait les comptes de celle-ci. À la réalisation de chaque arrangement, les actifs ont été transférés à Encana.

Ajouts à l'écart d'acquisition

Il n'y a eu aucun ajout à l'écart d'acquisition en 2010 ou en 2009.

Par suite de l'opération de scission, une partie de l'écart d'acquisition a été transférée à Cenovus (voir la note 3).

Immobilisations corporelles et total de l'actif par secteur

31 décembre	Immobilisations corporelles		Total de l'actif	
	2010	2009	2010	2009
Canada	13 193 \$	11 162 \$	14 823 \$	12 748 \$
États-Unis	13 963	13 929	15 154	14 962
Optimisation des marchés	121	124	193	303
Activités non sectorielles et autres	1 424	958	3 850	5 814
Total	28 701 \$	26 173 \$	34 020 \$	33 827 \$

En janvier 2008, Encana a signé un contrat relativement à l'aménagement et à la construction des installations de production du projet Deep Panuke. Au 31 décembre 2010, un montant de 528 M\$ (427 M\$ en 2009) avait été comptabilisé au titre d'immobilisations en cours de construction dans les comptes « Immobilisations corporelles » et « Total de l'actif » du secteur « Canada » d'Encana relativement à ce projet.

En février 2007, Encana a annoncé qu'elle avait conclu un bail de 25 ans avec un promoteur immobilier non lié pour le projet d'immeuble de bureaux The Bow. Au 31 décembre 2010, un montant cumulé de 1 090 M\$ (649 M\$ en 2009) était inscrit au titre d'immobilisations en cours de construction dans les comptes « Immobilisations corporelles » et « Total de l'actif » du secteur « Activités non sectorielles et autres » d'Encana relativement à ce projet.

Un passif d'un montant équivalent a été comptabilisé à l'égard de ces projets dans le poste « Autres passifs » du bilan consolidé. L'inscription à l'actif du projet d'immeuble de bureaux The Bow et des installations de production Deep Panuke n'a aucune incidence sur le résultat net ou sur les flux de trésorerie de la Société.

Pour de plus amples informations concernant les installations de production du projet Deep Panuke et le projet d'immeuble de bureaux The Bow, voir la note 19.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Écart d'acquisition, immobilisations corporelles et total de l'actif par région géographique

31 décembre	Écart d'acquisition		Immobilisations corporelles		Total de l'actif	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
Canada	1 252 \$	1 190 \$	14 685 \$	12 181 \$	18 393 \$	18 682 \$
États-Unis	473	473	14 016	13 982	15 438	15 099
Autres pays	-	-	-	10	189	46
Total	1 725 \$	1 663 \$	28 701 \$	26 173 \$	34 020 \$	33 827 \$

Ventes à l'exportation

Les ventes de gaz naturel, de pétrole brut et de LGN produits ou achetés au Canada qui ont été livrés à des clients situés à l'extérieur du Canada ont totalisé 292 M\$ (757 M\$ pour 2009; 1 874 M\$ pour 2008).

Principaux clients

En ce qui a trait à la commercialisation et à la vente du gaz naturel et du pétrole brut appartenant à Encana et achetés par celle-ci pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société avait un client (un client pour l'exercice 2009; un client pour l'exercice 2008) qui, pris individuellement, représente plus de 10 % des produits consolidés d'Encana, déduction faite des redevances. Les ventes effectuées à ce client, qui a une notation de première qualité, se sont élevées à approximativement 1 055 M\$ (1 755 M\$ en 2009; 2 413 M\$ en 2008).

5. Activités abandonnées

Du fait de l'opération de scission décrite à la note 3, Encana a transféré ses activités de raffinage en aval à Cenovus. Ces activités ont été comptabilisées à titre d'activités abandonnées. Les activités de raffinage en aval se composaient principalement du raffinage du pétrole brut en produits pétroliers et chimiques dans deux raffineries situées aux États-Unis. Ces raffineries étaient détenues conjointement avec ConocoPhillips. Aux 31 décembre 2010 et 2009, aucun actif ni aucun passif n'étaient liés aux activités abandonnées.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS

Le tableau qui suit présente l'incidence des activités abandonnées sur l'état consolidé des résultats :

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	- \$	4 804 \$	9 011 \$
Charges			
Exploitation	-	416	492
Produits achetés	-	4 070	8 760
Amortissement et épuisement	-	173	188
Administration	-	44	26
Intérêts, montant net	-	163	184
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	-	2	2
(Gain) perte de change, montant net	-	1	-
(Gain) perte à la cession de participations	-	-	1
	-	4 869	9 653
Bénéfice net (perte) avant impôts sur les bénéfices	-	(65)	(642)
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	-	(97)	(87)
Bénéfice net (perte) tiré des activités abandonnées	- \$	32 \$	(555) \$
Bénéfice net (perte) des activités abandonnées par action ordinaire			
De base	- \$	0,04 \$	(0,74) \$
Dilué	- \$	0,04 \$	(0,73) \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

6. Acquisitions et cessions de participations

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Acquisitions			
Division canadienne	592 \$	190 \$	151 \$
Canada – Autres	-	3	-
Canada	592	193	151
États-Unis	141	46	1 023
Activités non sectorielles et autres	-	24	-
Total des acquisitions	733	263	1 174
Cessions			
Division canadienne	(288)	(1 000)	(400)
Canada – Autres	-	(17)	(47)
Canada	(288)	(1 017)	(447)
États-Unis	(595)	(73)	(251)
Activités non sectorielles et autres	-	(88)	(206)
Total des cessions	(883)	(1 178)	(904)
Acquisitions et cessions, montant net	(150) \$	(915) \$	270 \$

ACQUISITIONS

Les acquisitions au Canada et aux États-Unis comprennent l'achat de divers terrains et biens stratégiques qui complètent le portefeuille d'actifs actuel d'Encana. En 2010, les acquisitions se sont chiffrées à 733 M\$ (263 M\$ en 2009; 1 174 M\$ en 2008).

CESSIONS

Les cessions au Canada et aux États-Unis comprennent principalement la vente d'actifs pétroliers et gaziers non essentiels. En 2010, le produit tiré de la vente d'actifs s'est établi à 883 M\$ (1 178 M\$ en 2009; 904 M\$ en 2008).

Activités non sectorielles et autres

En novembre 2009, la Société a conclu la vente de Senlac Oil Limited pour une contrepartie en trésorerie de 83 M\$.

En septembre 2008, la Société a conclu la vente de ses participations au Brésil pour un produit net de 164 M\$, avant ajustements de clôture, ce qui a donné lieu à un gain à la vente de 124 M\$. Après prise en compte d'un montant de 25 M\$ au titre des impôts, Encana a enregistré un gain après impôts de 99 M\$.

7. Intérêts, montant net

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Charge d'intérêts sur la dette à long terme	485 \$	533 \$	556 \$
Autres charges d'intérêts	29	40	49
Produits d'intérêts*	(13)	(168)	(203)
	501 \$	405 \$	402 \$

* En 2009 et en 2008, les montants constatés au titre des produits d'intérêts sont principalement attribuables à l'effet à recevoir lié à l'apport à la coentreprise, qui a été transféré à Cenovus dans le cadre de l'opération de scission (voir la note 3).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

8. (Gain) perte de change, montant net

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
(Gain) perte de change latente à la conversion de :			
la dette libellée en dollars américains émise au Canada	(282) \$	(978) \$	1 033 \$
l'effet à recevoir lié à l'apport à la coentreprise libellé en dollars US et émis au Canada*	-	448	(608)
Autres (gains) pertes de change sur :			
réévaluations monétaires et règlements	66	508	(2)
	(216) \$	(22) \$	423 \$

* L'effet à recevoir lié à l'apport à la coentreprise a été transféré à Cenovus dans le cadre de l'opération de scission (voir la note 3).

9. Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices s'établit comme suit :

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Impôts exigibles			
Canada	(175) \$	1 623 \$	547 \$
États-Unis	(49)	279	407
Autres pays	11	6	43
Total des impôts exigibles	(213)	1 908	997
Impôts futurs	774	(1 799)	1 723
	561 \$	109 \$	2 720 \$

Un montant de 25 M\$ ayant trait à la cession d'actifs au Brésil (voir la note 6) est inclus dans les impôts exigibles de 2008.

Le tableau suivant présente le rapprochement des impôts sur les bénéfices calculés au taux prévu par la loi au Canada et des impôts sur les bénéfices réels :

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Bénéfice net avant impôts sur les bénéfices	2 060 \$	1 939 \$	9 219 \$
Taux prévu par la loi au Canada	28,2 %	29,2 %	29,7 %
Impôts sur les bénéfices prévus	581	566	2 734
Incidence des éléments suivants sur les impôts :			
Écarts avec les taux réglementaires et autres écarts de taux	39	(199)	167
Incidence des modifications législatives	6	-	-
Financement international	(78)	(101)	(268)
(Gains) pertes de change non comprises dans le bénéfice net	6	20	47
(Gains) pertes en capital non imposables	(38)	(71)	84
Autres	45	(106)	(44)
	561 \$	109 \$	2 720 \$
Taux d'imposition effectif	27,2 %	5,6 %	29,5 %

Le montant net des passifs d'impôts futurs s'établit comme suit :

31 décembre	2010	2009
Passifs d'impôts futurs		
Immobilisations corporelles en excédent des valeurs fiscales	4 106 \$	3 420 \$
Écarts temporaires liés à la coentreprise	-	78
Gestion des risques	374	75
Actifs d'impôts futurs		
Pertes autres qu'en capital et pertes en capital nettes reportées prospectivement	(285)	(174)
Autres	35	(13)
Passifs d'impôts futurs, montant net	4 230 \$	3 386 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les montants approximatifs des comptes d'impôt disponibles sont les suivants :

31 décembre	2010	2009
Canada	8 086 \$	7 393 \$
États-Unis	6 200	7 098
	14 286 \$	14 491 \$

Les comptes d'impôts ci-dessus comprennent un montant de 978 M\$ (691 M\$ pour 2009) lié à des pertes autres qu'en capital et à des pertes en capital nettes pouvant être reportées prospectivement pour réduire le bénéfice imposable d'exercices futurs. Les pertes autres qu'en capital viennent à échéance entre 2015 et 2030.

10. Immobilisations corporelles, montant net

31 décembre	2010			2009		
	Coût	Amortissement et épuisement cumulés*	Montant net	Coût	Amortissement et épuisement cumulés*	Montant net
Canada	26 808 \$	(13 615) \$	13 193 \$	22 872 \$	(11 710) \$	11 162 \$
États-Unis	22 987	(9 024)	13 963	21 021	(7 092)	13 929
Optimisation des marchés	227	(106)	121	214	(90)	124
Activités non sectorielles et autres	1 937	(513)	1 424	1 396	(438)	958
	51 959 \$	(23 258) \$	28 701 \$	45 503 \$	(19 330) \$	26 173 \$

* Amortissement et épuisement.

Les immobilisations corporelles associées aux activités au Canada et aux États-Unis comprennent des coûts internes de 357 M\$ (383 M\$ en 2009) directement liés aux activités d'exploration, de mise en valeur et de construction. Les frais d'administration ne sont pas capitalisés dans le coût des immobilisations corporelles.

Les coûts des activités en amont relatifs aux biens non prouvés importants et aux grands programmes de mise en valeur ne sont pas pris en compte dans les ressources épuisables du centre de coûts. À la fin de l'exercice, ces coûts s'établissaient comme suit :

31 décembre	2010	2009	2008
Canada	1 868 \$	1 814 \$	1 286 \$
États-Unis	1 162	1 304	3 501
Autres pays	-	10	10
	3 030 \$	3 128 \$	4 797 \$

Les coûts qui ne sont pas assujettis à l'amortissement et à l'épuisement pour les autres pays représentent des coûts relatifs aux biens non prouvés engagés dans les centres de coûts qui sont considérés en phase de pré-production. Ces centres de coûts ne contenaient aucune réserve prouvée. Tous les coûts de ces centres de coûts ont été capitalisés. En définitive, la recouvrabilité de ces coûts était fonction de la découverte de réserves prouvées de pétrole et de gaz naturel. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, la Société a soumis les centres de coûts en phase de pré-production à un test de dépréciation et déterminé que des coûts de 10 M\$ devaient être imputés à la charge d'amortissement et d'épuisement dans l'état consolidé des résultats (26 M\$ en 2009; 38 M\$ en 2008).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les prix utilisés pour le calcul du plafonnement du coût entier auquel ont été soumises les réserves de gaz naturel et de pétrole brut de la Société au 31 décembre 2010 tiennent compte des prix de référence (Henry Hub, AECO, WTI, Mixed Sweet Blend à Edmonton) ajustés en fonction des écarts pour le calcul des données locales comme les prix de référence, les frais et tarifs de transport, la contenance thermique et la qualité, comme suit :

	2011	2012	2013	2014	2015	Augmentation en % jusqu'en 2022
Gaz naturel (\$/kpi ³)						
Canada	3,89	4,45	4,76	4,95	5,14	12 %
États-Unis	4,29	4,88	5,22	5,31	5,48	13 %
Pétrole brut (\$ le baril)						
Canada	70,00	73,27	78,15	77,21	78,01	(5) %
LGN (\$ le baril)						
Canada	62,89	60,11	60,01	61,03	63,54	(11) %
États-Unis	70,02	73,20	74,78	75,91	77,29	(4) %

11. Placements et autres actifs

31 décembre	2010	2009
Effet à recevoir à long terme	80 \$	81 \$
Coûts reportés des régimes de retraite et d'épargne	46	52
Autres	109	31
	235 \$	164 \$

12. Dette à long terme

31 décembre	Note	2010	2009
Dette libellée en \$ CA			
Billets non garantis	A, B	1 257 \$	1 194 \$
Dette libellée en \$ US			
Billets non garantis	A, C	6 400	6 600
Total du capital de la dette	G	7 657	7 794
Augmentation de valeur de la dette prise en charge	D	50	52
Escomptes et coûts de financement	E	(78)	(78)
Partie échéant à moins d'un an de la dette à long terme	F	(500)	(200)
		7 129 \$	7 568 \$

A) SURVOL

CRÉDIT RENOUVELABLE ET EMPRUNTS À TERME

Au 31 décembre 2010, Encana disposait d'une facilité de crédit bancaire de 4,5 G\$ CA ou d'un montant équivalent en dollars US, soit 4,5 G\$. La facilité, qui vient à échéance en octobre 2012, est entièrement renouvelable jusqu'à l'échéance. La facilité est prorogable au plus une fois par année, au gré des prêteurs et à la demande d'Encana, pour une période d'au plus cinq ans et 90 jours à compter de la date de la demande de prorogation. Cette facilité n'est pas garantie et porte intérêt soit aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts commerciaux au taux préférentiel canadien, au taux de base américain, ou aux taux des acceptations bancaires, soit au TIOL majoré des marges applicables.

Au 31 décembre 2010, une filiale d'Encana disposait d'une facilité de crédit bancaire totalisant 565 M\$. Cette facilité, qui vient à échéance en février 2013, est garantie par Encana Corporation et entièrement renouvelable jusqu'à son échéance. Cette facilité est prorogable au plus une fois par année, au gré des prêteurs et à la

Notes afférentes aux états financiers consolidés

demande de la filiale, pour une période d'au plus cinq ans et 90 jours à partir de la date de la demande de prorogation. Cette facilité porte intérêt aux taux pratiqués par les prêteurs pour des emprunts commerciaux au taux de base américain ou au TIOL majoré des marges applicables.

Les commissions d'attente payées en 2010 relativement aux conventions de crédit renouvelable et d'emprunts à terme ont été d'environ 5 M\$ (4 M\$ pour 2009; 4 M\$ pour 2008).

BILLETS NON GARANTIS

Les billets non garantis incluent des billets à moyen terme et des billets de premier rang qui sont émis de temps à autre aux termes d'actes de fiducie.

Encana a déposé un prospectus préalable visant l'émission de billets non garantis à moyen terme en dollars canadiens totalisant 2,0 G\$. Aux termes de ce prospectus, des titres d'emprunts libellés en dollars CA ou en d'autres devises peuvent être émis de temps à autre, en une ou plusieurs séries. Les conditions rattachées aux billets, notamment le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date d'échéance, sont établies en fonction des conditions du marché à la date d'émission. Le prospectus préalable a été déposé en mai 2009 et sa période de validité prend fin en juin 2011. Au 31 décembre 2010, une tranche de 2,0 G\$ CA (2,0 G\$) des titres visés par le prospectus préalable était inutilisée et pouvait être émise selon les conditions du marché.

Encana a déposé, aux termes du régime d'information multinational, un prospectus préalable visant l'émission de billets non garantis libellés en dollars US totalisant 4,0 G\$. Aux termes de ce prospectus, des titres d'emprunt libellés en dollars US ou en d'autres devises peuvent être émis de temps à autre, en une ou plusieurs séries. Les conditions rattachées aux billets, notamment le taux d'intérêt, fixe ou variable, et la date d'échéance, sont établies en fonction des conditions du marché à la date d'émission. Le prospectus préalable a été déposé en avril 2010 et sa période de validité prend fin en mai 2012. Au 31 décembre 2010, une tranche de 4,0 G\$ des titres visés par le prospectus préalable était inutilisée et pouvait être émise selon les conditions du marché.

B) BILLETS NON GARANTIS EN DOLLARS CANADIENS

	Montant du capital en \$ CA	2010	2009
4,30 %, échéant le 12 mars 2012	500 \$	503 \$	478 \$
5,80 %, échéant le 18 janvier 2018	750	754	716
	1 250 \$	1 257 \$	1 194 \$

C) BILLETS NON GARANTIS EN DOLLARS US

	2010	2009
7,65 %, échéant le 15 septembre 2010	- \$	200 \$
6,30 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2011	500	500
4,75 %, échéant le 15 octobre 2013	500	500
5,80 %, échéant le 1 ^{er} mai 2014	1 000	1 000
5,90 %, échéant le 1 ^{er} décembre 2017	700	700
6,50 %, échéant le 15 mai 2019	500	500
8,125 %, échéant le 15 septembre 2030	300	300
7,20 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031	350	350
7,375 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2031	500	500
6,50 %, échéant le 15 août 2034	750	750
6,625 %, échéant le 15 août 2037	500	500
6,50 %, échéant le 1 ^{er} février 2038	800	800
	6 400 \$	6 600 \$

Le billet à 5,80 % échéant le 1^{er} mai 2014 a été émis par Encana Holdings Finance Corp., filiale en propriété exclusive indirecte de la Société. Ce billet est garanti pleinement et sans condition par Encana Corporation.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

D) AUGMENTATION DE VALEUR DE LA DETTE PRISE EN CHARGE

Certains billets et certaines débetures de la Société ont été pris en charge dans le cadre de regroupements d'entreprises et ont été comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. L'écart entre la juste valeur et le montant du capital de la dette est amorti sur la durée résiduelle de l'encours, soit environ 20 ans.

E) ESCOMPTES ET COÛTS DE FINANCEMENT

Les coûts de transaction, des primes et des escomptes afférents à des titres d'emprunt à long terme sont capitalisés dans la dette à long terme et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. En 2010, aucun coût de transaction ni aucune escompte n'ont été capitalisés dans la dette à long terme relativement à l'émission de billets non garantis en dollars canadiens et américains (4 M\$ en 2009).

F) PARTIE À COURT TERME DE LA DETTE À LONG TERME

	2010	2009
7,65 %, échéant le 15 septembre 2010	- \$	200 \$
6,30 %, échéant le 1 ^{er} novembre 2011	500	-
	500 \$	200 \$

G) REMBOURSEMENTS OBLIGATOIRES DE LA DETTE

	Montant du capital en \$ CA	Montant du capital en \$ US	Total équivalent en \$ US
2011	- \$	500 \$	500 \$
2012	500	-	503
2013	-	500	500
2014	-	1 000	1 000
2015	-	-	-
Par la suite	750	4 400	5 154
Total	1 250 \$	6 400 \$	7 657 \$

13. Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations

Le tableau qui suit présente le rapprochement de la valeur comptable des obligations liées à la mise hors service des biens gaziers et pétroliers au début et à la fin de l'exercice :

31 décembre	2010	2009
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	787 \$	1 230 \$
Passifs engagés	101	21
Passifs réglés	(26)	(52)
Passifs cédés	(75)	(26)
Passifs transférés à Cenovus	-	(692)
Variation des sorties de trésorerie futures estimatives	(38)	74
Charge de désactualisation	46	71
Écart de conversion	25	161
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	820 \$	787 \$

Le total des flux de trésorerie non actualisés estimatifs requis pour régler les obligations s'élève à 4 696 M\$ (3 792 M\$ pour 2009). Ce montant a été actualisé au moyen d'un taux d'intérêt de 6,27 % (6,38 % pour 2009). Il est prévu que la plupart de ces obligations ne seront pas réglées avant plusieurs années, voire décennies, et elles seront financées au moyen des ressources générales de la Société à ce moment-là.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

14. Structure du capital

La structure du capital de la Société se compose des capitaux propres et de la dette à long terme, soit les parties à court et à long terme de la dette à long terme. Les objectifs de gestion du capital de la Société sont les suivants :

- i) maintenir une souplesse financière afin de préserver l'accès d'Encana aux marchés financiers et la capacité de celle-ci à remplir ses obligations financières;
- ii) financer la croissance générée à l'interne et les acquisitions potentielles.

La Société surveille la structure de son capital et ses besoins de financement à court terme à l'aide de ratios financiers non conformes aux PCGR, soit le ratio dette/capitaux permanents et le ratio dette/bénéfice ajusté avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ajusté »). Ces ratios sont utilisés pour gérer la dette globale de la Société en tant que mesures de sa solidité financière générale.

Encana vise un ratio dette/capitaux permanents de moins de 40 %. Au 31 décembre 2010, le ratio dette/capitaux permanents d'Encana s'établissait à 31 % (32 % au 31 décembre 2009), calculé comme suit :

31 décembre	2010	2009
Dette	7 629 \$	7 768 \$
Total des capitaux propres	17 327	16 614
Total des capitaux permanents	24 956 \$	24 382 \$
Ratio dette/capitaux permanents	31 %	32 %

Encana vise un ratio dette/BAIIA ajusté de moins de 2,0 x. Au 31 décembre 2010, le ratio dette/BAIIA ajusté était de 1,4 x (1,3 x au 31 décembre 2009; 0,6 x au 31 décembre 2008), calculé comme suit sur une période de 12 mois :

31 décembre	2010	2009	2008
Dette	7 629 \$	7 768 \$	9 005 \$
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 499 \$	1 830 \$	6 499 \$
Ajouter (déduire) :			
Intérêts, montant net	501	405	402
Charge d'impôts sur les bénéfices	561	109	2 720
Amortissement et épuisement	3 242	3 704	4 035
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	46	71	77
(Gain) perte de change, montant net	(216)	(22)	423
(Gain) perte à la cession de participations	2	2	(141)
BAIIA ajusté	5 635 \$	6 099 \$	14 015 \$
Ratio dette/BAIIA ajusté	1,4 x	1,3 x	0,6 x

Encana a pour pratique depuis longtemps de gérer son capital et d'apporter des ajustements en fonction des conditions du marché afin de maintenir une souplesse financière tout en atteignant les objectifs énoncés précédemment. Dans le cadre de la gestion de son capital, la Société peut modifier ses dépenses en immobilisations et les dividendes versés aux actionnaires, racheter des actions pour les annuler aux termes d'offres publiques de rachat dans le cours normal des activités, émettre de nouvelles actions, émettre de nouveaux titres d'emprunt ou rembourser la dette existante.

Les objectifs de gestion du capital, les critères d'évaluation, les définitions et les cibles de la Société sont demeurés inchangés au cours des périodes présentées. Encana est assujettie à certaines clauses restrictives aux termes de ses ententes de facilités de crédit et elle se conforme à l'ensemble de ces clauses restrictives.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

15. Capital-actions

AUTORISÉ

La Société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions ordinaires et un nombre illimité d'actions privilégiées de premier rang et d'actions privilégiées de second rang.

ÉMIS ET EN CIRCULATION

31 décembre	2010		2009	
	Nombre (en millions)	Montant	Nombre (en millions)	Montant
Actions ordinaires en circulation au début de l'exercice	751,3	2 360 \$	750,4	4 557 \$
Actions ordinaires émises aux termes des régimes d'options	0,4	5	0,4	5
Actions ordinaires émises de la fiducie liée aux DVAR	-	-	0,5	19
Rémunération à base d'actions	-	2	-	1
Actions ordinaires rachetées	(15,4)	(48)	-	-
Actions ordinaires annulées (note 3)	-	-	(751,3)	(4 582)
Nouvelles actions ordinaires d'Encana émises (note 3)	-	-	751,3	2 360
Actions spéciales d'Encana émises (note 3)	-	-	751,3	2 222
Actions spéciales d'Encana annulées (note 3)	-	-	(751,3)	(2 222)
Actions ordinaires en circulation à la fin de l'exercice	736,3	2 319 \$	751,3	2 360 \$

MONTANTS PAR ACTION

Le nombre d'actions ordinaires ayant servi au calcul du bénéfice net par action ordinaire est présenté dans le tableau suivant :

Exercices terminés les 31 décembre (en millions)	2010	2009	2008
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – résultat de base	739,7	751,0	750,1
Effet des titres ayant un effet dilutif	0,1	0,4	1,7
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation – résultat après dilution	739,8	751,4	751,8

OFFRE PUBLIQUE DE RACHAT DANS LE COURS NORMAL DES ACTIVITÉS

Encana a obtenu chaque année l'approbation réglementaire en vertu des lois canadiennes sur les valeurs mobilières lui conférant le droit d'acheter des actions ordinaires dans le cadre de neuf offres publiques de rachat dans le cours normal des activités consécutives (les « offres »). Encana peut racheter pour annulation jusqu'à 36,8 millions d'actions ordinaires en vertu de l'offre actuelle qui est entrée en vigueur le 14 décembre 2010 et qui prendra fin le 13 décembre 2011. En 2010, la Société a racheté environ 15,4 millions d'actions ordinaires pour une contrepartie totale d'environ 499 M\$. De ce montant, une tranche de 6 M\$ a été imputée au surplus d'apport, une tranche de 48 M\$ a été inscrite au capital-actions et une tranche de 445 M\$ a été comptabilisée dans les bénéfices non répartis.

En 2009, la Société n'a procédé à aucun rachat d'actions ordinaires.

En 2008, la Société a racheté environ 4,8 millions d'actions ordinaires pour une contrepartie totale d'environ 326 M\$. De ce montant, une tranche de 29 M\$ a été inscrite au capital-actions et une tranche de 297 M\$, aux bénéfices non répartis. Du nombre d'actions ordinaires rachetées en 2008, 2,0 millions d'actions ordinaires distribuées, évaluées à 16 M\$ et détenues dans la fiducie du régime d'avantages à l'intention des employés d'Encana, ont été acquises en vertu du régime de droits à la valeur d'actions liés au rendement (« DVAR »). Un ajustement de 54 M\$ au titre de ces actions ordinaires distribuées a été apporté aux bénéfices non répartis et le surplus d'apport a été réduit de 70 M\$.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

DROITS À LA VALEUR D' ACTIONS LIÉS AU RENDEMENT

En avril 2009, les 0,5 million d'actions ordinaires encore détenues en fiducie aux termes du régime de droits à la valeur d'actions liés au rendement d'Encana ont été vendues pour une contrepartie de 25 M\$. De ce montant, une tranche de 19 M\$ a été portée au crédit du capital-actions et une tranche de 6 M\$ a été portée au crédit du surplus d'apport pour rendre compte de la contrepartie excédentaire reçue par rapport au prix initial des actions ordinaires acquises par la fiducie. La convention de fiducie a été résiliée avec prise d'effet le 15 mai 2009.

RÉGIME D'OPTIONS SUR ACTIONS D'ENCANA

Encana offre des régimes de rémunération à base d'actions, qui permettent aux employés d'acheter des actions ordinaires de la Société. Le prix d'exercice des options sur actions avoisine le cours du marché des actions ordinaires à la date d'attribution des options. Les options sur actions peuvent être exercées à raison de 30 % du nombre d'options attribuées après un an et d'un autre 30 % après deux ans. Les options sont pleinement exerçables après trois ans et elles viennent à échéance cinq ans après leur date d'attribution. Par ailleurs, certaines options sur actions attribuées sont liées au rendement. Les options sur actions liées au rendement sont acquises et expirent selon les mêmes conditions, notamment en ce qui concerne les états de service, que les options sous-jacentes, et l'acquisition des droits dépend de l'atteinte par Encana de cibles de rendement prescrites par rapport à des mesures clés déterminées au préalable. Des droits à la plus-value des actions jumelés (« DPVAJ ») sont rattachés à toutes les options sur actions attribuées après le 31 décembre 2010 (voir la note 16).

Au 31 décembre 2010, 11,8 millions d'actions ordinaires étaient réservées aux fins d'émission aux termes des régimes d'options sur actions (9,6 millions pour 2009; 16,5 millions pour 2008).

Au 31 décembre 2009, le solde figurant dans le surplus d'apport avait trait aux programmes de rémunération à base d'actions.

DROITS À LA VALEUR DES ACTIONS D'ENCANA DÉTENUES PAR DES EMPLOYÉS DE CENOVUS

Les droits à la valeur d'actions décrits ci-dessous comprennent des DPVAJ, des droits à la plus-value d'actions jumelés liés au rendement (« DPVAJR »), des droits à la plus-value des actions (« DPVA ») et des droits à la plus-value des actions liés au rendement (« DPVAR »).

Dans le cadre de l'opération de scission, le 30 novembre 2009, les détenteurs de droits à la valeur des actions (« DVA ») d'Encana ont échangé ces droits contre de nouveaux DVA d'Encana et DVA de Cenovus. Les nouveaux DVA sont assortis des mêmes conditions que les DVA initiaux.

En ce qui concerne les DVA d'Encana détenus par des employés de Cenovus et les DVA de Cenovus détenus par des employés d'Encana, Encana et Cenovus ont convenu de se rembourser mutuellement les DVA exercés en contrepartie d'espèces par leurs employés respectifs. En conséquence, pour les DVA d'Encana détenus par des employés de Cenovus, Encana a comptabilisé un montant à payer aux employés de Cenovus et un montant à recevoir de Cenovus. Le montant à payer aux employés de Cenovus et le montant à recevoir de Cenovus reposent sur la juste valeur des DVA d'Encana, déterminée au moyen du modèle Black-Scholes-Merton (voir la note 17). Les opérations liées aux DVA détenus par des employés de Cenovus n'ont eu aucune incidence sur le bénéfice net d'Encana. Aucun autre DVA d'Encana ne sera désormais attribué à des employés de Cenovus.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les employés de Cenovus peuvent exercer des DPVAJ d'Encana et des DPVAJR d'Encana en échange d'actions ordinaires d'Encana ou contre argent comptant. Le tableau suivant présente le sommaire des informations relatives aux DVA d'Encana détenus par des employés de Cenovus au 31 décembre 2010. Voir la note 16 pour de plus amples renseignements sur les DVA détenus par des employés d'Encana.

31 décembre	2010	
	Nombre de droits à la valeur des actions d'Encana (en millions)	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)		
DPVAJ de remplacement d'Encana détenus par des employés de Cenovus		
En cours à la fin de l'exercice	6,4	30,67
Pouvant être exercés à la fin de l'exercice	4,5	30,13
DPVAJR de remplacement d'Encana détenus par des employés de Cenovus		
En cours à la fin de l'exercice	7,1	31,61
Pouvant être exercés à la fin de l'exercice	3,6	31,74

16. Régimes de rémunération

Les renseignements suivants visent les régimes de rémunération d'Encana au 31 décembre 2010.

Aux termes de l'opération de scission, les détenteurs de DVA d'Encana ont échangé ces droits contre de nouveaux DVA d'Encana et DVA de Cenovus. Les nouveaux DVA sont assortis des mêmes conditions que les DVA initiaux. Les droits à la valeur d'actions décrits ci-dessous comprennent des DPVAJ, des DPVAJR, des DPVA et des DPVAR.

Le prix d'exercice initial des DVA a été réparti entre les DVA d'Encana et de Cenovus selon une méthode d'évaluation qui tenait compte du cours moyen pondéré des nouvelles actions ordinaires d'Encana et du cours moyen pondéré des actions ordinaires de Cenovus à la Bourse de Toronto (« TSX »), « avant leur émission », le 2 décembre 2009.

Dans le cas des nouveaux DVA d'Encana détenus par des employés d'Encana, Encana comptabilise le coût de rémunération sur la période d'acquisition selon la méthode de la valeur intrinsèque.

Dans le cas des DVA de Cenovus détenus par des employés d'Encana, Encana comptabilise le coût de rémunération sur la période d'acquisition selon la juste valeur des DVA de Cenovus. La juste valeur des DVA de Cenovus est déterminée au moyen du modèle de Black-Scholes-Merton. Au 31 décembre 2010, la juste valeur a été estimée selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes : taux sans risque de 1,7 %, taux de rendement des actions de 2,4 %, volatilité de 22,5 % et cours de clôture de l'action de Cenovus de 33,28 \$ CA (voir la note 17). Aucun autre DVA de Cenovus ne sera désormais attribué à des employés d'Encana.

Voir la note 15 pour de plus amples informations concernant les DVA d'Encana détenus par des employés de Cenovus.

A) DROITS À LA PLUS-VALUE DES ACTIONS JUMELÉS

Toutes les options visant l'achat d'actions ordinaires émises dans le cadre du régime d'options sur actions décrit à la note 15 sont assorties d'un DPVAJ. Aux termes du DPVAJ, le porteur de l'option, plutôt que d'exercer l'option, a le droit de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours des actions ordinaires d'Encana au moment de l'exercice sur le prix d'exercice du droit. Les conditions des DPVAJ, notamment en ce qui concerne l'acquisition des droits et l'échéance, sont les mêmes que celles de l'option sur actions sous-jacente.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DPVAJ avant l'opération de scission du 30 novembre 2009 (voir la note 3) :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	-	-	19 411 939	53,97
Attribués	-	-	4 030 680	55,39
Exercés – DPVA	-	-	(1 994 556)	42,65
Exercés – Options	-	-	(60 914)	34,89
Éteints	-	-	(452 606)	60,11
Échangés contre de nouveaux DPVAJ	-	-	(20 934 543)	55,25
En cours à la fin de l'exercice	-	-	-	-
Exerçables à la fin de l'exercice	-	-	-	-

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux nouveaux DPVAJ d'Encana détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	12 473 214	28,85	-	-
Nouveaux DPVAJ échangés le 30 novembre 2009	-	-	12 556 585	28,83
Attribués	4 796 595	32,59	12 775	29,96
Exercés – DPVA	(2 499 993)	23,97	(54 075)	21,26
Exercés – Options	(97 136)	20,90	(206)	22,65
Éteints	(432 413)	32,87	(41 865)	33,46
En cours à la fin de l'exercice	14 240 267	30,89	12 473 214	28,85
Exerçables à la fin de l'exercice	7 301 991	29,47	7 713 376	26,94

31 décembre 2010	DPVAJ d'Encana en cours			DPVAJ d'Encana exerçables	
	Nombre de DPVAJ	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVAJ	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	7 093 900	1,45	27,68	5 358 068	27,23
30,00 à 39,99	6 999 717	3,32	33,86	1 855 933	35,21
40,00 à 49,99	145 150	2,41	44,72	87 090	44,72
50,00 à 59,99	1 500	2,39	50,39	900	50,39
	14 240 267	2,38	30,89	7 301 991	29,47

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente le sommaire des informations relatives aux DPVAJ de Cenovus détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAJ en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	12 482 694	26,08	-	-
Nouveaux DPVAJ échangés le 30 novembre 2009	-	-	12 556 585	26,07
Exercés – DPVA	(3 847 458)	22,25	(29 840)	18,57
Exercés – Options	(105 469)	19,37	(1 206)	16,77
Éteints	(316 109)	29,86	(42 845)	30,17
En cours à la fin de l'exercice	8 213 658	27,81	12 482 694	26,08
Exercables à la fin de l'exercice	5 977 506	27,38	7 735 631	24,35

31 décembre 2010	DPVAJ de Cenovus en cours			DPVAJ de Cenovus exerçables	
	Nombre de DPVAJ	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVAJ	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	5 774 811	1,51	25,54	4 361 200	25,30
30,00 à 39,99	2 360 197	2,06	32,84	1 569 116	32,69
40,00 à 49,99	78 650	2,44	42,86	47 190	42,86
	8 213 658	1,68	27,81	5 977 506	27,38

Pendant l'exercice, la Société a inscrit une réduction nette de 2 M\$ des coûts de rémunération, qui tenait compte d'une réduction des coûts de rémunération de 33 M\$ relativement aux DPVAJ d'Encana et des coûts de rémunération de 31 M\$ relativement aux DPVAJ de Cenovus (coûts de rémunération de 5 M\$ relativement aux DPVAJ en cours avant l'opération de scission, de 11 M\$ relativement aux nouveaux DPVAJ d'Encana et de 46 M\$ relativement aux DPVAJ de Cenovus pour 2009; réduction des coûts de rémunération de 47 M\$ pour 2008).

B) DROITS À LA PLUS-VALUE D' ACTIONS JUMELÉS LIÉS AU RENDEMENT

En 2007, en 2008 et en 2009, Encana a attribué, aux termes du régime d'options sur actions des employés existant, des DPVAJR qui permettent aux employés de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent du cours des actions ordinaires d'Encana au moment de l'exercice sur le prix d'exercice du droit. Les conditions des DPVAJR, notamment en ce qui concerne l'acquisition des droits et l'échéance, sont les mêmes que celles de l'option sur actions sous-jacente. L'acquisition des droits est également fonction de l'atteinte, par Encana, des objectifs de rendement établis en fonction de mesures clés définies au préalable. Les DPVAJR qui ne sont pas acquis pendant la période de validité des droits sont éteints.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DPVAJR avant l'opération de scission du 30 novembre 2009 (voir la note 3) :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	-	-	12 979 725	63,13
Attribués	-	-	7 751 720	55,31
Exercés – DPVA	-	-	(144 707)	56,09
Exercés – Options	-	-	(980)	56,09
Éteints	-	-	(2 041 565)	62,64
Échangés contre de nouveaux DPVAJR	-	-	(18 544 193)	59,97
En cours à la fin de l'exercice	-	-	-	-
Exercables à la fin de l'exercice	-	-	-	-

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux nouveaux DPVAJR d'Encana détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	10 461 901	31,42	-	-
Nouveaux DPVAJR échangés le 30 novembre 2009	-	-	10 491 119	31,42
Exercés – DPVA	(251 443)	29,36	(2 070)	29,45
Exercés – Options	(171)	29,04	-	-
Éteints	(1 102 718)	31,51	(27 148)	31,59
En cours à la fin de l'exercice	9 107 569	31,46	10 461 901	31,42
Exercables à la fin de l'exercice	4 994 939	31,42	2 235 899	31,55

31 décembre 2010	DPVAJR d'Encana en cours			DPVAJR d'Encana exercables	
	Nombre de DPVAJR	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVAJR	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	6 274 133	2,28	29,21	3 534 763	29,34
30,00 à 39,99	2 833 436	2,12	36,44	1 460 176	36,44
	9 107 569	2,23	31,46	4 994 939	31,42

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente le sommaire des informations relatives aux DPVAJR de Cenovus détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAJR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	10 462 643	28,42	-	-
Nouveaux DPVAJR échangés le 30 novembre 2009	-	-	10 491 119	28,42
Exercés – DPVA	(410 520)	26,54	-	-
Exercés – Options	(991)	26,46	-	-
Éteints	(1 110 646)	28,49	(28 476)	28,49
En cours à la fin de l'exercice	8 940 486	28,49	10 462 643	28,42
Exercables à la fin de l'exercice	4 827 858	28,49	2 236 641	28,54

31 décembre 2010	DPVAJR de Cenovus en cours			DPVAJR de Cenovus exercables	
	Nombre de DPVAJR	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVAJR	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	6 107 050	2,29	26,42	3 367 682	26,55
30,00 à 39,99	2 833 436	2,12	32,96	1 460 176	32,96
	8 940 486	2,24	28,49	4 827 858	28,49

Pendant l'exercice, la Société a inscrit des coûts de rémunération nets de 4 M\$, qui tenaient compte d'une réduction des coûts de rémunération de 18 M\$ relativement aux DPVAJR d'Encana et des coûts de rémunération de 22 M\$ relativement aux DPVAJR de Cenovus (coûts de rémunération de 4 M\$ relativement aux DPVAJR en cours avant l'opération de scission, de 20 M\$ relativement aux nouveaux DPVAJR d'Encana et de 19 M\$ relativement aux DPVAJR de Cenovus pour 2009; réduction des coûts de rémunération de 6 M\$ pour 2008).

C) DROITS À LA PLUS-VALUE DES ACTIONS

Encana offre un programme en vertu duquel des employés peuvent se voir attribuer des DPVA qui leur permettent de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent, à la date d'exercice de ces droits, du cours des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice du droit. Les DPVA attribués au cours de 2010 et de 2009 peuvent être exercés à raison de 30 % du nombre de droits attribués après un an et d'un autre 30 % après deux ans. Ces droits sont pleinement exercables après trois ans et ils expirent cinq ans après leur date d'attribution.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DPVA avant l'opération de scission du 30 novembre 2009 (voir la note 3):

31 décembre	2010		2009	
	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	-	-	1 285 065	72,13
Attribués	-	-	1 126 850	55,48
Exercés – DPVA	-	-	(990)	43,50
Éteints	-	-	(60 365)	66,64
Échangés contre des DPVA de remplacement	-	-	(2 350 560)	64,30
En cours à la fin de l'exercice	-	-	-	-
Exerçables à la fin de l'exercice	-	-	-	-

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux nouveaux DPVA d'Encana détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010		2009	
	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	2 343 485	33,75	-	-
Nouveaux DPVAJR échangés le 30 novembre 2009	-	-	2 329 835	33,78
Attribués	-	-	19 525	29,87
Exercés	(35 535)	28,98	-	-
Éteints	(121 334)	33,23	(5 875)	32,24
En cours à la fin de l'exercice	2 186 616	33,86	2 343 485	33,75
Exerçables à la fin de l'exercice	993 370	35,39	370 438	37,93

31 décembre 2010	DPVA d'Encana en cours			DPVA d'Encana exerçables	
	Nombre de DPVA	Durée contractuelle moyenne à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVA	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	1 009 771	3,12	28,95	295 669	28,87
30,00 à 39,99	997 945	2,30	36,55	590 361	36,64
40,00 à 49,99	173 900	2,44	46,38	104 340	46,38
50,00 à 59,99	5 000	2,46	50,09	3 000	50,09
	2 186 616	2,69	33,86	993 370	35,39

Notes afférentes aux états financiers consolidés

À compter de janvier 2010, ont été attribués aux employés admissibles des DPVA libellés en dollars américains et assortis de conditions analogues à celles des DPVA libellés en dollars canadiens. Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux DPVA libellés en dollars américains détenus par des employés d'Encana au 31 décembre 2010 :

31 décembre	2010			2009	
	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	
Droits libellés en dollars américains (\$ US)					
En cours au début de l'exercice	-	-	-	-	-
Attribués	4 864 490	30,73	-	-	-
Éteints	(145 900)	30,71	-	-	-
En cours à la fin de l'exercice	4 718 590	30,73	-	-	-
Exercçables à la fin de l'exercice	5 050	30,68	-	-	-

31 décembre 2010	DPVA d'Encana en cours			DPVA d'Encana exercçables	
	Nombre de DPVA	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVA	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ US)					
20,00 à 29,99	477 325	4,75	28,31	-	-
30,00 à 39,99	4 241 265	4,16	31,00	5 050	30,68
	4 718 590	4,22	30,73	5 050	30,68

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux DPVA de Cenovus détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010			2009	
	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVA en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)					
En cours au début de l'exercice	2 323 960	30,55	-	-	-
Nouveaux DPVA échangés le 30 novembre 2009	-	-	2 329 835	30,55	-
Exercçés	(44 327)	26,15	-	-	-
Éteints	(121 122)	30,11	(5 875)	29,17	-
En cours à la fin de l'exercice	2 158 511	30,67	2 323 960	30,55	-
Exercçables à la fin de l'exercice	979 635	32,08	370 438	34,30	-

31 décembre 2010	DPVA de Cenovus en cours			DPVA de Cenovus exercçables	
	Nombre de DPVA	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVA	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	1 034 146	3,11	26,28	303 813	26,25
30,00 à 39,99	992 015	2,26	33,54	596 412	33,54
40,00 à 49,99	132 350	2,44	43,44	79 410	43,44
	2 158 511	2,68	30,67	979 635	32,08

Pendant l'exercice, la Société a comptabilisé des coûts de rémunération nets de 2 M\$, qui tenaient compte d'une réduction des coûts de rémunération de 3 M\$ relativement aux nouveaux DPVA d'Encana et des coûts de

Notes afférentes aux états financiers consolidés

rémunération de 5 M\$ relativement aux DPVA de Cenovus (coûts de rémunération de 1 M\$ relativement aux DPVA en cours avant l'opération de scission, de 2 M\$ relativement aux nouveaux DPVA d'Encana et de 5 M\$ relativement aux DPVA de Cenovus pour 2009; néant pour 2008).

D) DROITS À LA PLUS-VALUE DES ACTIONS LIÉS AU RENDEMENT

En 2009, Encana a attribué à certains employés des DPVAR qui leur permettent de recevoir un paiement en trésorerie égal à l'excédent, à la date d'exercice de ces droits, du cours des actions ordinaires d'Encana sur le prix d'exercice du droit. Les conditions des DPVAR, notamment en ce qui concerne l'acquisition des droits et l'échéance, sont les mêmes que celles des DPVA. L'acquisition des droits est également fonction de l'atteinte, par Encana, des objectifs de rendement établis en fonction de mesures clés définies au préalable. Les DPVAR qui ne sont pas acquis pendant la période de validité des droits sont éteints.

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DPVAR avant l'opération de scission du 30 novembre 2009 (voir la note 3) :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	-	-	1 620 930	69,40
Attribués	-	-	2 140 440	55,31
Éteints	-	-	(256 235)	67,47
Échangés contre des DPVAR de remplacement	-	-	(3 505 135)	60,94
En cours à la fin de l'exercice	-	-	-	-
Exercçables à la fin de l'exercice	-	-	-	-

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux nouveaux DPVAR d'Encana détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	3 471 998	32,00	-	-
Nouveaux DPVAR échangés le 30 novembre 2009	-	-	3 481 203	31,99
Exercés	(52 173)	29,04	-	-
Éteints	(401 963)	32,26	(9 205)	29,97
En cours à la fin de l'exercice	3 017 862	32,01	3 471 998	32,00
Exercçables à la fin de l'exercice	1 060 938	33,41	293 344	36,44

31 décembre 2010	DPVAR d'Encana en cours			DPVAR d'Encana exercçables	
	Nombre de DPVAR	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVAR	Prix d'exercice moyen pondéré
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)					
20,00 à 29,99	1 806 183	3,12	29,04	434 645	29,04
30,00 à 39,99	1 211 679	2,12	36,44	626 293	36,44
	3 017 862	2,72	32,01	1 060 938	33,41

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les tableaux qui suivent présentent le sommaire des informations relatives aux DPVAR de Cenovus détenus par des employés d'Encana :

31 décembre	2010		2009	
	DPVAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré	DPVAR en cours	Prix d'exercice moyen pondéré
Droits libellés en dollars canadiens (\$ CA)				
En cours au début de l'exercice	3 471 998	28,94	-	-
Nouveaux DPVAR échangés le 30 novembre 2009	-	-	3 481 203	28,94
Exercés	(64 173)	26,27	-	-
Éteints	(401 827)	29,20	(9 205)	27,11
En cours à la fin de l'exercice	3 005 998	28,96	3 471 998	28,94
Exercés à la fin de l'exercice	1 050 358	30,26	293 344	32,96

31 décembre 2010	DPVAR de Cenovus en cours			DPVAR de Cenovus exerçables	
Fourchette des prix d'exercice (\$ CA)	Nombre de DPVAR	Durée contractuelle moyenne pondérée à courir (en années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre de DPVAR	Prix d'exercice moyen pondéré
20,00 à 29,99	1 795 147	3,12	26,27	424 493	26,27
30,00 à 39,99	1 210 851	2,12	32,96	625 865	32,96
	3 005 998	2,72	28,96	1 050 358	30,26

Pendant l'exercice, la Société a comptabilisé des coûts de rémunération nets de 2 M\$, qui tenaient compte d'une réduction des coûts de rémunération de 4 M\$ relativement aux nouveaux DPVAR d'Encana et des coûts de rémunération de 6 M\$ relativement aux DPVAR de Cenovus (coûts de rémunération de 1 M\$ relativement aux DPVAR en cours avant l'opération de scission, de 3 M\$ relativement aux nouveaux DPVAR d'Encana et de 7 M\$ relativement aux DPVAR de Cenovus pour 2009; néant pour 2008).

E) DROITS À LA VALEUR D' ACTIONS LIÉS AU RENDEMENT

En février 2010, des DVAR ont été attribués aux employés admissibles, droits qui leur permettent de recevoir, au moment de l'acquisition des droits, un paiement en trésorerie d'un montant équivalant à la valeur d'une action ordinaire d'Encana pour chaque DVAR, selon les modalités du régime de DVAR modifié. Les DVAR sont acquis sur une période de trois ans à compter de la date d'attribution, si l'employé est toujours au service d'Encana à la date d'acquisition des droits.

La valeur finale des DVAR dépendra du rendement d'Encana sur une période de trois ans. Chaque année, le rendement d'Encana sera évalué par le conseil d'administration pour déterminer si les critères de rendement ont été respectés. D'après cette évaluation, un paiement pouvant représenter jusqu'à deux fois l'attribution initiale de DVAR pourra être versé en rapport à l'exercice visé par l'évaluation. La portion respective de l'attribution initiale des DVAR jugée admissible à l'acquisition pour chaque exercice sera évaluée en fonction du prix moyen des actions au cours des 20 derniers jours de Bourse de l'exercice visé par l'évaluation du rendement, la valeur nominale en espèces sera déposée dans un compte de DVAR et le paiement, reporté jusqu'à la date de l'acquisition finale des droits.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente un sommaire des informations relatives aux DVAR :

31 décembre 2010	DVAR en cours libellés en dollars canadiens	DVAR en cours libellés en dollars américains
En cours au début de l'exercice	-	-
Attribués	880 735	810 910
Droits tenant lieu de dividendes	23 002	21 082
Éteints	(28 556)	(36 080)
En cours à la fin de l'exercice	875 181	795 912

Pendant l'exercice, la Société a comptabilisé des coûts de rémunération relativement aux DVAR en cours de 15 M\$ (néant en 2009; 1 M\$ en 2008).

F) DROITS DIFFÉRÉS À LA VALEUR D' ACTIONS

La Société offre un programme en vertu duquel les administrateurs et certains employés clés reçoivent des droits différés à la valeur d'actions (« DDVA ») qui sont acquis immédiatement et dont la valeur est égale à celle d'une action ordinaire de la Société. Les DDVA viennent à échéance le 15 décembre de l'année suivant la démission de l'administrateur ou la cessation d'emploi du salarié.

Les employés ont la possibilité de convertir 25 % ou 50 % de leur prime de haut rendement annuelle en DDVA. Le nombre de DDVA est établi selon la valeur de la prime divisée par le cours de clôture de l'action d'Encana à la fin de la période de référence du rendement pour la prime de haut rendement. Les DDVA sont acquis immédiatement, peuvent être rachetés conformément aux modalités de l'entente et viennent à échéance le 15 décembre de l'année civile suivant l'année de cessation d'emploi.

Aux termes de l'opération de scission, des DDVA additionnels d'Encana ont été octroyés aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs d'Encana afin de les dédommager de la perte de valeur des actions ordinaires d'Encana. Le nombre de DDVA d'Encana octroyés à chacun des participants a été déterminé de façon qu'immédiatement après l'ajustement, chacun d'entre eux détienne un nombre total de DDVA d'Encana tel que la juste valeur des DDVA d'Encana soit égale à la juste valeur des DDVA d'Encana échangés. Les DDVA d'Encana octroyés aux employés, aux dirigeants et aux administrateurs de Cenovus ont été échangés contre des DDVA de Cenovus, qui ont chacun une valeur notionnelle égale à la valeur d'une action ordinaire de Cenovus.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information relative aux DDVA :

31 décembre	2010 DDVA en cours	2009 DDVA en cours
Droits libellés en dollars canadiens		
En cours au début de l'exercice	672 147	656 841
Attribués	104 477	74 600
Convertis à partir des primes de haut rendement	21 732	46 884
DDVA d'Encana échangés contre des DDVA de Cenovus	-	(367 293)
Ajustement créditeur lié aux DDVA d'Encana	-	321 375
Droits tenant lieu de dividendes	20 338	22 749
Rachetés	(101 801)	(83 009)
En cours à la fin de l'exercice	716 893	672 147

Pour l'exercice, la Société n'a comptabilisé aucuns coûts de rémunération relativement aux DDVA en cours (8 M\$ pour 2009; 2 M\$ pour 2008).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

G) RÉGIMES DE RETRAITE ET D'AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société offre à ses employés des régimes à prestations déterminées et des régimes à cotisations déterminées procurant des prestations de retraite et d'autres avantages postérieurs à l'emploi (« AAPE »). Le régime à prestations déterminées a toutefois été fermé aux nouveaux participants le 1^{er} janvier 2003. La durée résiduelle moyenne de service des employés actifs couverts par le régime à prestations déterminées est de six ans. La durée résiduelle moyenne de service des employés actifs couverts par les régimes d'AAPE est de 10 ans.

La Société est tenue de fournir une évaluation actuarielle de ses régimes de retraite aux autorités de réglementation provinciales tous les trois ans au moins. L'évaluation actuarielle la plus récente des régimes de la Société est datée du 30 novembre 2009 et la Société est tenue de déposer la prochaine au plus tard le 31 décembre 2012.

Le tableau qui suit présente certaines informations à l'égard des régimes de retraite à prestations déterminées et d'AAPE établies en fonction des estimations actuarielles en date du 31 décembre 2010 :

31 décembre	Prestations de retraite		AAPE	
	2010	2009	2010	2009
Juste valeur des actifs du régime à la fin de l'exercice	276 \$	251 \$	- \$	- \$
Obligation au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	313	277	82	62
Situation de capitalisation – (Insuffisance) de l'obligation au titre des prestations sur les actifs des régimes	(37)	(26)	(82)	(62)
Montants non comptabilisés				
Perte actuarielle (gain) non amortie	71	59	8	1
Coût des services passés non amortis	1	2	1	1
Actif (passif) transitoire net	-	-	3	5
Actif (passif) au titre des prestations constituées	35 \$	35 \$	(70) \$	(55) \$

Les hypothèses retenues pour établir les obligations au titre des prestations de retraite pour 2010 sont les suivantes : taux d'actualisation moyen pondéré de 5,00 % (5,75 % en 2009) et taux d'augmentation de la rémunération moyen pondéré de 4,15 % (4,15 % en 2009). Les hypothèses retenues pour établir les obligations au titre des régimes d'AAPE pour 2010 sont les suivantes : taux d'actualisation moyen pondéré de 5,10 % (5,93 % en 2009) et taux d'augmentation de la rémunération moyen pondéré de 6,33 % (6,31 % en 2009).

En 2009, dans le cadre de l'opération de scission, un montant de 50 M\$ a été affecté pour l'obligation au titre des prestations constituées et à l'actif des régimes pour les employés en activité qui ont été rattachés à Cenovus.

La charge périodique au titre des régimes de retraite et d'AAPE s'établit comme suit :

Exercices terminés les 31 décembre	Prestations de retraite			AAPE		
	2010	2009	2008	2010	2009	2008
Charges au titre des régimes à prestations déterminées	12 \$	20 \$	9 \$	15 \$	14 \$	12 \$
Charges au titre des régimes à cotisations déterminées	34	43	44	-	-	-
Charge totale au titre des régimes	46 \$	63 \$	53 \$	15 \$	14 \$	12 \$

Au 31 décembre 2010, l'actif des régimes de retraite de la Société était investi de la façon suivante : 41 % en actions de sociétés canadiennes (39 % en 2009), 23 % en actions de sociétés étrangères (23 % en 2009), 29 % en obligations (29 % en 2009), et 7 % en placements immobiliers et autres (9 % en 2009). Le taux de rendement à long terme prévu est de 6,75 %. Le taux de rendement prévu des actifs des régimes est déterminé en fonction des taux de rendement historiques et projetés pour chacune des catégories d'actifs du portefeuille de placements des régimes. La répartition des actifs est assujettie à des exigences et à des limites en matière de diversification qui réduisent les risques en limitant l'exposition à des placements en actions, à des catégories de notation de crédit et à des positions de change.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les cotisations de la Société aux régimes de retraite à prestations déterminées sont fonction des résultats d'une évaluation actuarielle et de l'orientation donnée par le comité des ressources humaines et de la rémunération. Les cotisations des participants aux régimes de retraite et d'AAPE se sont établies à 0,3 M\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 (1 M\$ en 2009; 1 M\$ en 2008). La cotisation d'Encana aux régimes de retraite à prestations déterminées pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010 s'est élevée à 10 M\$ (12 M\$ pour 2009; 8 M\$ pour 2008).

Les régimes d'AAPE offerts par la Société sont financés en fonction des besoins.

Les paiements futurs estimatifs au titre des régimes de retraite et d'AAPE s'établissent comme suit :

	Prestations de retraite	AAPE
2011	18 \$	3 \$
2012	19	3
2013	19	4
2014	20	5
2015	21	5
2016 – 2020	107	34
Total	204 \$	54 \$

17. Instruments financiers et gestion des risques

Les actifs et les passifs financiers d'Encana comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs et produits à recevoir, les placements et autres actifs, les comptes créditeurs et charges à payer, les actifs et passifs liés à la gestion des risques et la dette à long terme. Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques découlent de l'utilisation d'instruments financiers dérivés. La juste valeur des actifs et des passifs financiers, un sommaire de l'information relative aux positions de gestion des risques ainsi qu'une analyse des risques associés aux actifs et passifs financiers sont présentés ci-après.

A) JUSTE VALEUR DES ACTIFS FINANCIERS ET DES PASSIFS FINANCIERS

En raison de leur échéance rapprochée, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les comptes débiteurs et produits à recevoir ainsi que les comptes créditeurs et charges à payer ont une juste valeur qui se rapproche de leur valeur comptable, sauf pour les montants se rapportant aux droits à la valeur des actions émis aux termes de l'opération de scission, comme il est mentionné aux notes 15 et 16.

Les actifs et les passifs liés à la gestion des risques sont comptabilisés à leur juste valeur estimative, en ayant recours aux cours du marché ou, en l'absence de cours du marché, aux indications et prévisions relatives aux marchés émanant de tiers.

La juste valeur des placements et autres actifs se rapproche de leur valeur comptable en raison de la nature particulière des instruments détenus.

La dette à long terme est comptabilisée au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. La juste valeur estimative des emprunts à long terme a été établie en fonction des renseignements sur le marché, lorsqu'ils étaient disponibles, ou en actualisant les versements futurs d'intérêts et de capital selon les taux d'intérêt estimatifs qui devraient s'appliquer à la Société à la fin de l'exercice.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit indique la juste valeur des actifs et des passifs financiers :

31 décembre	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Détenus à des fins de transaction :				
Trésorerie et équivalents	629 \$	629 \$	4 275 \$	4 275 \$
Comptes débiteurs et produits à recevoir ¹⁾	27	27	75	75
Actifs liés à la gestion des risques ²⁾	1 234	1 234	360	360
Placements et autres actifs	86	86	-	-
Prêts et créances :				
Comptes débiteurs et produits à recevoir	1 076	1 076	1 105	1 105
Passifs financiers				
Détenus à des fins de transaction :				
Comptes créditeurs et charges à payer ^{3), 4)}	147 \$	147 \$	155 \$	155 \$
Passifs liés à la gestion des risques ²⁾	73	73	168	168
Autres passifs financiers :				
Comptes créditeurs et charges à payer	2 064	2 064	1 988	1 988
Dette à long terme ²⁾	7 629	8 488	7 768	8 527

¹⁾ Représente les montants à payer par Cenovus pour les DVA d'Encana détenus par des employés de Cenovus, comme il est mentionné à la note 15.

²⁾ Comprend la partie à court terme.

³⁾ Comprend les montants à payer aux employés de Cenovus pour les DVA d'Encana détenus, comme il est mentionné à la note 15.

⁴⁾ Comprend les montants à payer à Cenovus pour les DVA de Cenovus détenus par des employés d'Encana, comme il est mentionné aux notes 15 et 16.

B) ACTIFS ET PASSIFS LIÉS À LA GESTION DES RISQUES

POSITION NETTE DE GESTION DES RISQUES

31 décembre	2010	2009
Gestion des risques		
Actif à court terme	729 \$	328 \$
Actif à long terme	505	32
	1 234	360
Gestion des risques		
Passif à court terme	65	126
Passif à long terme	8	42
	73	168
Actif net lié à la gestion des risques	1 161 \$	192 \$

SOMMAIRE DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES

31 décembre	2010			2009		
	Gestion des risques			Gestion des risques		
	Actif	Passif	Montant net	Actif	Passif	Montant net
Prix des marchandises						
Gaz naturel	1 234 \$	63 \$	1 171 \$	298 \$	88 \$	210 \$
Pétrole brut	-	-	-	62	72	(10)
Électricité	-	10	(10)	-	8	(8)
Total de la juste valeur	1 234 \$	73 \$	1 161 \$	360 \$	168 \$	192 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

MÉTHODES DE CALCUL DE LA JUSTE VALEUR NETTE DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES

Le total de la juste valeur nette des positions de gestion des risques non dénouées d'Encana se chiffrait à 1 161 M\$ au 31 décembre 2010 (192 M\$ au 31 décembre 2009) et il a été établi à l'aide de prix cotés sur des marchés actifs ainsi que de données observables et corroborées sur le marché.

JUSTE VALEUR NETTE DES POSITIONS SUR LE PRIX DES MARCHANDISES AU 31 DÉCEMBRE 2010

	Volumes de référence	Échéance	Prix moyen	Juste valeur
Contrats sur le gaz naturel				
Contrats à prix fixe				
Prix fixe sur la NYMEX	1 438 Mpi ³ /jour	2011	5,98 \$ US/kpi ³	745 \$
Prix fixe sur la NYMEX	1 125 Mpi ³ /jour	2012	6,36 \$ US/kpi ³	522
Contrats sur base*				
Canada		2011		(15)
États-Unis		2011		(51)
Canada et États-Unis		2012-2013		(21)
				1 180
Autres positions sur instruments financiers**				
Juste valeur des positions sur le gaz naturel				(9)
				1 171
Contrats d'achat d'électricité				
Juste valeur de la position sur l'électricité				(10)
Total de la juste valeur				1 161 \$

* Encana a conclu des swaps pour se protéger contre l'augmentation des écarts entre le prix du gaz naturel dans les zones de production, notamment le Canada, les Rocheuses américaines et le Texas, et aux divers points de vente. Les prix de ces swaps de référence sont établis à partir des prix fixes et des prix de référence exprimés en pourcentage du prix à la NYMEX.

** Les autres positions sur instruments financiers font partie des activités courantes de gestion de la production de la Société.

INCIDENCE SUR LE BÉNÉFICE DES GAINS (PERTES) RÉALISÉS ET LATENTS SUR LES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES

Exercices terminés les 31 décembre	Gain réalisé (perte)		
	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	1 207 \$	4 420 \$	(309) \$
Charges d'exploitation et autres charges	(4)	(44)	28
Gain (perte) sur la gestion des risques	1 203 \$	4 376 \$	(281) \$

Exercices terminés les 31 décembre	Gain latent (perte)		
	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances	947 \$	(2 640) \$	2 717 \$
Charges d'exploitation et autres charges	(2)	(40)	12
Gain (perte) sur la gestion des risques	945 \$	(2 680) \$	2 729 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

RAPPROCHEMENT DES POSITIONS DE GESTION DES RISQUES NON DÉNOUÉES ENTRE LE 1^{ER} JANVIER ET LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010		2009	2008
	Juste valeur	Total des gains latents (pertes)	Total des gains latents (pertes)	Total des gains latents (pertes)
Juste valeur des contrats au début de l'exercice	192 \$			
Variation de la juste valeur des contrats en cours au début de l'exercice et des contrats entrés en vigueur au cours de l'exercice	2 148	2 148 \$	1 696 \$	2 448 \$
Règlement des contrats transférés à Cenovus	24	-	-	-
Juste valeur des contrats réalisés durant l'exercice	(1 203)	(1 203)	(4 376)	281
Juste valeur des contrats à la fin de l'exercice	1 161 \$	945 \$	(2 680) \$	2 729 \$

SENSIBILITÉ AU PRIX DES MARCHANDISES

Le tableau qui suit donne un aperçu de la sensibilité de la juste valeur des positions de gestion des risques de la Société aux variations du prix des marchandises, lorsque toutes les autres variables demeurent constantes. La Société a employé une variabilité de 10 % pour évaluer l'incidence potentielle des variations du prix des marchandises. Au 31 décembre 2010, les variations du prix des marchandises auraient pu entraîner des gains latents (pertes) susceptibles d'influer sur le bénéfice net avant impôts comme suit :

	Augmentation de 10 %	Diminution de 10 %
Prix du gaz naturel	(447) \$	447 \$
Prix de l'électricité	10	(10)

C) RISQUES ASSOCIÉS AUX ACTIFS ET AUX PASSIFS FINANCIERS

La Société est exposée à des risques financiers découlant de ses actifs et de ses passifs financiers. Les risques financiers comprennent le risque de marché (notamment en ce qui concerne le prix des marchandises ainsi que les taux de change et d'intérêt), le risque de crédit et le risque de liquidité. La juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs et des passifs financiers peuvent fluctuer en raison des variations des prix du marché et de l'exposition aux risques de crédit et de liquidité.

RISQUE LIÉ AU PRIX DES MARCHANDISES

Le risque lié au prix des marchandises découle de l'incidence que les fluctuations du prix futur des marchandises pourraient avoir sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs et des passifs financiers. Afin d'atténuer son exposition au risque lié au prix des marchandises, la Société a conclu divers contrats d'instruments financiers dérivés. Le recours à ces instruments dérivés est régi par des politiques officielles et est assujéti aux limites fixées par le conseil d'administration. La Société a pour politique de ne pas utiliser des instruments financiers dérivés à des fins de spéculation.

Gaz naturel – Afin d'atténuer le risque lié au prix du gaz naturel, la Société a conclu des swaps qui permettent de fixer les prix NYMEX. Pour se protéger contre l'élargissement des écarts de prix du gaz naturel dans diverses régions de production, Encana a conclu des swaps visant à gérer ces écarts entre les régions de production et divers points de vente.

Électricité – La Société a conclu deux contrats d'instruments dérivés libellés en dollars canadiens pour gérer les coûts de sa consommation d'électricité. Ces contrats d'une durée de 11 ans sont entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2007.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit représente le risque que la contrepartie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations contractuelles et amène de ce fait la Société à subir une perte. Pour gérer le risque de crédit, le portefeuille des créances de la Société est régi par des politiques de crédit approuvées par le conseil d'administration et les pratiques en matière de crédit permettent de limiter les opérations selon la cote de solvabilité des contreparties. Au 31 décembre 2010, les équivalents de trésorerie comprennent des titres à court terme de grande qualité, placés principalement dans des titres émis par des gouvernements et des institutions financières ayant une cote de solvabilité élevée. Tous les contrats de change sont conclus avec d'importantes institutions financières au Canada et aux États-Unis ou avec des contreparties ayant une cote de solvabilité élevée.

Une part substantielle des comptes débiteurs de la Société se compose de créances sur des clients du secteur du pétrole et du gaz naturel qui sont exposées aux risques de crédit normaux du secteur. Au 31 décembre 2010, environ 94 % (93 % pour 2009) de l'exposition au risque de crédit associé aux comptes débiteurs et aux instruments financiers dérivés d'Encana vise des contreparties ayant une cote de solvabilité élevée.

Au 31 décembre 2010, Encana avait conclu des contrats avec quatre contreparties (deux contreparties pour 2009) dont la position de règlement nette, prise individuellement, représentait plus de 10 % de la juste valeur des contrats d'instruments financiers nets qui se trouvaient dans le cours. L'exposition maximale au risque de crédit lié aux comptes débiteurs et aux produits à recevoir ainsi qu'aux actifs de gestion des risques correspond à la valeur comptable totale de ces éléments.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que la Société éprouve des difficultés à dégager les fonds nécessaires pour faire face à ses engagements liés à des passifs financiers lorsqu'ils sont dus. La Société gère son risque de liquidité au moyen de la gestion de la trésorerie et de la dette. Encana vise un ratio dette/capitaux permanents de moins de 40 %, et un ratio dette/BAIIA ajusté de moins de 2,0 x, afin de gérer la dette globale de la Société. Voir la note 14 pour de plus amples renseignements sur le calcul du ratio dette/capitaux permanents et du ratio dette/BAIIA ajusté d'Encana.

Dans le cadre de la gestion du risque de liquidité, la Société a accès à des équivalents de trésorerie et à un vaste éventail de sources de financement à des taux concurrentiels, que ce soit au moyen d'effets de trésorerie ou par l'intermédiaire des marchés financiers et des banques. Au 31 décembre 2010, Encana avait à sa disposition des facilités de crédit bancaires engagées et inutilisées totalisant 5,1 G\$, notamment une facilité de crédit bancaire renouvelable de 4,5 G\$ CA (4,5 G\$) et une facilité de crédit bancaire renouvelable d'une filiale américaine de 565 M\$, qui demeurent engagées jusqu'en octobre 2012 et en février 2013, respectivement.

En outre, Encana avait déposé, sans les utiliser, deux prospectus préalables visant un maximum de 6,0 G\$ l'autorisant à émettre au plus 2,0 G\$ CA (2,0 G\$) de titres d'emprunt au Canada et au plus 4,0 G\$ de titres d'emprunt aux États-Unis, sous réserve des conditions du marché. La période de validité de ces prospectus préalables prend fin respectivement en juin 2011 et en mai 2012. La Société est d'avis que les facilités de crédit à sa disposition seront suffisantes pour répondre à ses besoins prévisibles en matière de financement.

Le tableau qui suit présente l'échéancier des sorties de fonds liées aux passifs financiers :

	Moins de un an	De 1 an à 3 ans	De 4 ans à 5 ans	De 6 ans à 9 ans	Par la suite	Total
Comptes créditeurs et charges à payer	2 211 \$	- \$	- \$	- \$	- \$	2 211 \$
Passifs liés à la gestion des risques	65	8	-	-	-	73
Dette à long terme *	973	1 853	1 705	3 141	6 502	14 174

* Capital et intérêts, y compris la partie à court terme.

Les obligations au titre des emprunts à long terme d'Encana totalisaient 14,2 G\$ au 31 décembre 2010. La note 12 contient de plus amples renseignements sur la dette à long terme.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

RISQUE DE CHANGE

Le risque de change découle des fluctuations des cours du change qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou des passifs financiers de la Société. Comme Encana exerce ses activités principalement en Amérique du Nord, les fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien peuvent avoir une incidence importante sur les résultats présentés. La monnaie fonctionnelle d'Encana est le dollar canadien; toutefois, afin de faciliter la comparaison avec d'autres sociétés nord-américaines du secteur du pétrole et du gaz et puisque la plupart de ses produits sont étroitement liés au dollar américain, la Société présente ses résultats en dollars américains. Comme les résultats de la Société tiennent compte de l'incidence des fluctuations des taux de change, l'incidence globale des fluctuations du taux de change ne peut être établie de façon distincte.

Pour atténuer son exposition aux fluctuations du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien, Encana conserve un portefeuille d'emprunts libellés en dollars américains et en dollars canadiens. Au 31 décembre 2010, la dette libellée en dollars US et émise au Canada d'Encana qui était exposée au risque de change s'établissait à 5,4 G\$ (5,6 G\$ au 31 décembre 2009) et la dette qui n'était pas exposée au risque de change s'établissait à 2,3 G\$ (2,2 G\$ au 31 décembre 2009).

La perte (le gain) de change d'Encana comprend principalement les gains et pertes de change sur la trésorerie et les placements à court terme en dollars US détenus au Canada, les gains et pertes de change latents liés à la conversion de la dette libellée en dollars US et émise au Canada, les gains et pertes de change latents à la conversion des actifs et passifs liés à la gestion des risques libellés en dollars US et détenus au Canada et, au cours de l'exercice précédent, les gains et pertes de change à la conversion de l'effet à recevoir lié à l'apport à la coentreprise libellé en dollars US et émis au Canada. Au 31 décembre 2010, une fluctuation de 0,01 \$ du taux de change entre les deux monnaies aurait entraîné une variation (du gain) de la perte de change de 49 M\$ (21 M\$ en 2009).

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Le risque de taux d'intérêt découle des variations des taux d'intérêt du marché qui peuvent avoir une incidence sur la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs des actifs ou des passifs financiers de la Société. La Société peut atténuer son exposition aux fluctuations des taux d'intérêt en détenant un portefeuille d'emprunts à taux fixe et à taux variable.

Au 31 décembre 2010, la Société n'avait aucune dette à taux variable. Par conséquent, la sensibilité du bénéfice net à une variation de un pour cent des taux d'intérêt sur la dette à taux variable était nulle (nulle en 2009).

18. Renseignements supplémentaires

A) VARIATION NETTE DU FONDS DE ROULEMENT HORS TRÉSORERIE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Activités d'exploitation			
Comptes débiteurs et produits à recevoir	190 \$	(487) \$	452 \$
Stocks	6	(271)	211
Comptes créditeurs et charges à payer	(50)	567	(354)
Impôts sur les bénéfices à payer	(2 136)	1 237	(589)
Activités abandonnées	-	(1 075)	(1 073)
	(1 990) \$	(29) \$	(1 353) \$
Activités d'investissement			
Comptes créditeurs et charges à payer	(26) \$	(50) \$	34 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

B) RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE (ACTIVITÉS POURSUIVIES)

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Intérêts versés	507 \$	507 \$	543 \$
Impôts sur les bénéfices versés	2 024 \$	766 \$	1 574 \$

19. Engagements et éventualités

ENGAGEMENTS

31 décembre 2010	2011	2012	2013	2014	2015	Par la suite	Total
Transport et traitement par pipelines	687 \$	722 \$	763 \$	767 \$	726 \$	3 416 \$	7 081 \$
Achats de biens et services ¹⁾	974	353	211	161	141	400	2 240
Loyers de bureaux ²⁾	81	188	195	191	185	3 206	4 046
Engagements relatifs à des dépenses en immobilisations	199	120	-	-	-	38	357
Total	1 941 \$	1 383 \$	1 169 \$	1 119 \$	1 052 \$	7 060 \$	13 724 \$
Quote-part des coûts revenant à Cenovus ³⁾	119 \$	142 \$	82 \$	80 \$	76 \$	1 528 \$	2 027 \$

¹⁾ Comprend un engagement de 667 M\$ lié aux installations de production du projet Deep Panuke actuellement comptabilisé à titre d'immobilisations en cours de construction (voir la note 4) et qui devrait être comptabilisé comme contrat de location-acquisition sur huit ans à partir du démarrage des activités.

²⁾ Se rapportent principalement aux contrats de location des locaux pour bureaux liés à The Bow. Les améliorations locatives liées à The Bow sont prises en compte dans les engagements relatifs à des dépenses en immobilisations.

³⁾ Encana continue de prendre en charge les coûts liés aux locataires de The Bow ainsi que les contrats de location de locaux pour bureaux en cours. Cenovus et Encana ont conclu une entente de répartition des coûts.

De plus, la Société a conclu des engagements liés à son programme de gestion des risques (voir la note 17).

ÉVENTUALITÉS

ACTIONS EN JUSTICE

La Société est partie à diverses actions en justice dans le cours normal de ses activités, et elle estime avoir constitué une provision suffisante à cet égard.

MISE HORS SERVICE D'IMMOBILISATIONS

Encana est responsable de la mise hors service d'immobilisations liées à ses biens pétroliers et gaziers et à ses installations du secteur des activités médianes à la fin de leur durée de vie utile. La Société a constaté un passif de 820 M\$ en se fondant sur les lois en vigueur et les coûts estimatifs. Les coûts réels pourraient différer des coûts estimatifs en raison de modifications des lois et de variations des coûts.

QUESTIONS D'ORDRE FISCAL

Les activités de la Société sont complexes. De plus, les interprétations, les règlements et les lois fiscales dans les diverses administrations dans lesquelles la Société exerce ses activités changent continuellement. En conséquence, certaines questions d'ordre fiscal sont généralement à l'étude. La Société estime que la charge inscrite à l'égard des impôts est suffisante.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

20. Événements postérieurs à la date du bilan

Le 9 février 2011, Encana a annoncé la signature d'un accord de coopération avec PetroChina International Investment Company Limited, filiale de PetroChina Company Limited, en vertu duquel PetroChina paierait 5,4 G\$ CA pour faire l'acquisition d'une participation de 50 % dans les actifs d'entreprise de Cutbank Ridge d'Encana en Colombie-Britannique et en Alberta. Aux termes de cet accord de coopération, les deux sociétés établiraient une coentreprise à parts égales pour mettre en valeur les actifs.

L'opération est réalisée sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation canadiens et chinois, du contrôle préalable et de la négociation et la signature de différentes conventions relatives à l'opération, notamment l'accord de coentreprise. Les incidences financières seront déterminées au moment de la conclusion des négociations.

21. Principes comptables généralement reconnus des États-Unis et présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (« PCGR du Canada ») qui sont, pour l'essentiel, conformes aux principes comptables généralement reconnus des États-Unis (« PCGR des États-Unis »). Les différences importantes entre les PCGR du Canada et les PCGR des États-Unis sont décrites dans la présente note.

RAPPROCHEMENT DU BÉNÉFICE NET ÉTABLI SELON LES PCGR DU CANADA ET DU BÉNÉFICE NET ÉTABLI SELON LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

Exercices terminés les 31 décembre	Note	2010	2009	2008
Bénéfice net, selon les PCGR du Canada		1 499 \$	1 862 \$	5 944 \$
Déduire :				
Bénéfice net tiré des activités abandonnées, selon les PCGR du Canada		-	32	(555)
Bénéfice net tiré des activités poursuivies, selon les PCGR du Canada		1 499	1 830	6 499
Augmentation (diminution) du bénéfice net tiré des activités poursuivies, selon les PCGR des États-Unis :				
Produits, déduction faite des redevances		-	-	-
Exploitation	D ii), H	(7)	(16)	(46)
Amortissement et épuisement	B, D ii)	1 234	(10 926)	(1 755)
Administration	D ii)	(3)	22	(27)
Intérêts, montant net	A	-	-	(3)
(Gain) perte de change, montant net	G	35	128	-
Rémunération à base d'actions, options	C	-	-	2
Charge d'impôts sur les bénéfices	E	(415)	3 378	695
Bénéfice net (perte) tiré des activités poursuivies, selon les PCGR des États-Unis		2 343	(5 584)	5 365
Bénéfice net (perte) tiré des activités abandonnées, selon les PCGR des États-Unis		-	32	(555)
Bénéfice net (perte), selon les PCGR des États-Unis		2 343 \$	(5 552) \$	4 810 \$
Résultat des activités poursuivies par action ordinaire				
De base		3,17 \$	(7,44) \$	7,15 \$
Dilué		3,17 \$	(7,44) \$	7,14 \$
Résultat par action ordinaire				
De base		3,17 \$	(7,39) \$	6,41 \$
Dilué		3,17 \$	(7,39) \$	6,40 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS SELON LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

Exercices terminés les 31 décembre	Note	2010	2009	2008
Produits, déduction faite des redevances		8 870 \$	11 114 \$	21 053 \$
Charges				
Taxe à la production et impôts miniers		217	171	478
Transport		859	1 280	1 704
Exploitation	D ii), H	1 068	1 643	2 029
Produits achetés		739	1 460	2 426
Amortissement et épuisement	B, D ii)	2 008	14 630	5 790
Administration	D i)	362	455	474
Intérêts, montant net	A	501	405	405
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		46	71	77
(Gain) perte de change, montant net	G	(251)	(150)	423
Rémunération à base d'actions, options	C	-	-	(2)
(Gain) perte à la cession de participations		2	2	(141)
Bénéfice net (perte) avant impôts sur les bénéfices		3 319	(8 853)	7 390
Charge (économie) d'impôts sur les bénéfices	E	976	(3 269)	2 025
Bénéfice net (perte) tiré des activités poursuivies, selon les PCGR des États-Unis		2 343	(5 584)	5 365
Bénéfice net (perte) tiré des activités abandonnées, selon les PCGR des États-Unis		-	32	(555)
Bénéfice net (perte) selon les PCGR des États-Unis		2 343 \$	(5 552) \$	4 810 \$
Résultat tiré des activités poursuivies par action ordinaire, selon les PCGR des États-Unis				
De base		3,17 \$	(7,44) \$	7,15 \$
Dilué		3,17 \$	(7,44) \$	7,14 \$
Résultat tiré des activités abandonnées par action ordinaire, selon les PCGR des États-Unis				
De base		- \$	0,05 \$	(0,74) \$
Dilué		- \$	0,05 \$	(0,74) \$
Résultat par action ordinaire, selon les PCGR des États-Unis				
De base		3,17 \$	(7,39) \$	6,41 \$
Dilué		3,17 \$	(7,39) \$	6,40 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT ÉTENDU SELON LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

Exercices terminés les 31 décembre	Note	2010	2009	2008
Bénéfice net (perte) selon les PCGR des États-Unis		2 343 \$	(5 552) \$	4 810 \$
Variation de la juste valeur des instruments financiers	A	-	-	2
Écart de conversion	B, D ii), F, G	226	1 970	(2 217)
Régimes de rémunération	D i), F	(2)	13	(12)
Résultat étendu		2 567 \$	(3 569) \$	2 583 \$

ÉTAT CONSOLIDÉ DU CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU SELON LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

Exercices terminés les 31 décembre	Note	2010	2009	2008
Solde au début de l'exercice		698 \$	811 \$	3 038 \$
Variation de la juste valeur des instruments financiers	A	-	-	2
Écart de conversion	B, D ii), F, G	226	1 970	(2 217)
Régimes de rémunération	D i), F	(2)	13	(12)
Distribution à Cenovus Energy, montant net		-	(2 096)	-
Solde à la fin de l'exercice		922 \$	698 \$	811 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

ÉTAT CONSOLIDÉ DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS SELON LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Bénéfices non répartis au début de l'exercice	4 804 \$	16 344 \$	12 976 \$
Bénéfice net (perte)	2 343	(5 552)	4 810
Dividendes sur actions ordinaires	(590)	(1 051)	(1 199)
Charges au titre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités	(445)	-	(243)
Distribution à Cenovus Energy, montant net	-	(4 937)	-
Bénéfices non répartis à la fin de l'exercice	6 112 \$	4 804 \$	16 344 \$

BILAN CONSOLIDÉ CONDENSÉ SELON LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

31 décembre		2010		2009	
	Note	Montant déjà établi	PCGR des États-Unis	Montant déjà établi	PCGR des États-Unis
Actif					
Actif à court terme	<i>D i), H</i>	2 854 \$	2 807 \$	5 795 \$	5 750 \$
Immobilisations corporelles (compte tenu de biens non prouvés et de grands projets de mise en valeur de 3 030 \$ et de 3 128 \$ aux 31 décembre 2010 et 2009, respectivement)	<i>B, D ii)</i>	51 959	51 848	45 503	45 393
Amortissement cumulé et épuisement		(23 258)	(34 655)	(19 330)	(31 738)
Immobilisations corporelles, montant net (capitalisation du coût entier en ce qui concerne les activités pétrolières et gazières)		28 701	17 193	26 173	13 655
Placements et autres actifs	<i>D i)</i>	235	200	164	119
Gestion des risques		505	505	32	32
Écart d'acquisition		1 725	1 725	1 663	1 663
		34 020 \$	22 430 \$	33 827 \$	21 219 \$
Passif et capitaux propres					
Passif à court terme	<i>A, D i), ii)</i>	2 776 \$	3 093 \$	4 245 \$	4 530 \$
Dette à long terme		7 129	7 129	7 568	7 568
Autres passifs	<i>A, D i), ii)</i>	1 730	1 781	1 185	1 220
Gestion des risques		8	8	42	42
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations		820	820	787	787
Impôts sur les bénéfices futurs	<i>E</i>	4 230	213	3 386	(829)
		16 693	13 044	17 213	13 318
Capital-actions	<i>C</i>				
Actions ordinaires, sans valeur nominale En circulation : 736,3 millions d'actions en 2010; 751,3 millions d'actions en 2009		2 319	2 352	2 360	2 393
Surplus d'apport		-	-	6	6
Bénéfices non répartis		13 957	6 112	13 493	4 804
Cumul des autres éléments du résultat étendu	<i>A, B, D i), ii) F, G</i>	1 051	922	755	698
		17 327	9 386	16 614	7 901
		34 020 \$	22 430 \$	33 827 \$	21 219 \$

Notes afférentes aux états financiers consolidés

ÉTAT CONSOLIDÉ CONDENSÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE SELON LES PCGR DES ÉTATS-UNIS

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Activités d'exploitation			
Bénéfice net (perte) tiré des activités poursuivies	2 343 \$	(5 584) \$	5 365 \$
Amortissement et épuisement	2 008	14 630	5 790
Impôts sur les bénéfices futurs	1 189	(5 177)	1 028
Gain latent (perte) sur la gestion des risques	(945)	2 680	(2 729)
Perte de change latente (gain)	(313)	(359)	417
Charge de désactualisation des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	46	71	77
(Gain) perte à la cession de participations	2	2	(141)
Autres	109	320	(8)
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	-	149	(441)
Variation nette des autres actifs et passifs	(84)	23	(254)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités poursuivies	(1 990)	18	(1 353)
Variation nette des éléments hors trésorerie du fonds de roulement lié aux activités abandonnées	-	1 100	1 210
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 365 \$	7 873 \$	8 961 \$
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(4 729) \$	(4 806) \$	(7 517) \$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 284) \$	835 \$	(1 439) \$

Notes :

A) INSTRUMENTS DÉRIVÉS ET OPÉRATIONS DE COUVERTURE

Le 1^{er} janvier 2004, la Société a adopté, selon les PCGR du Canada, le CPN-128, « Comptabilisation des instruments financiers dérivés détenus à des fins de transaction (négociation) ou de spéculation ou à des fins autres que de couverture », suivant lequel les dérivés qui ne sont pas désignés comme des couvertures doivent être comptabilisés à titre d'actifs ou de passifs à leur juste valeur dans le bilan. Les variations de la juste valeur des dérivés sont portées aux résultats de la période pendant laquelle elles se produisent. Selon les dispositions transitoires, tout gain ou toute perte découlant de l'application initiale est reporté et comptabilisé en résultat lorsqu'il est réalisé. À l'heure actuelle, la direction n'a désigné aucun instrument financier comme couverture.

Le 1^{er} janvier 2001, la Société a adopté les normes comptables sur les dérivés et les couvertures du Financial Accounting Standards Board (« FASB »). Ces normes exigent que tous les instruments dérivés soient inscrits à titre d'actifs ou de passifs à leur juste valeur dans le bilan. Les variations de la juste valeur des instruments dérivés sont portées aux résultats de la période pendant laquelle elles se produisent, à moins que la Société ne satisfasse à des critères précis en matière de comptabilité de couverture. À l'heure actuelle, la direction n'a désigné aucun instrument financier comme couverture aux fins de la présentation selon les PCGR des États-Unis. Tout gain ou perte lié à l'adoption de cette norme comptable des États-Unis a été comptabilisé dans les autres éléments du résultat étendu. Ces soldes transitoires sont comptabilisés en résultat net lorsque les positions sont dénouées.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Les gains latents (les pertes) sur les instruments dérivés se rapportent aux éléments suivants :

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Prix des marchandises (produits, déduction faite des redevances)	947 \$	(2 640) \$	2 717 \$
Charges d'exploitation et autres charges	(2)	(40)	12
Swaps de taux d'intérêt et de devises (intérêts, montant net)	-	-	(3)
Total des gains latents (pertes)	945 \$	(2 680) \$	2 726 \$
Montant attribué aux activités poursuivies	945 \$	(2 680) \$	2 726 \$
Montant attribué aux activités abandonnées	-	-	-
	945 \$	(2 680) \$	2 726 \$

En 2008, le reste du solde transitoire inscrit dans le cumul des autres éléments du résultat étendu a été comptabilisé en résultat net selon les PCGR des États-Unis.

B) CAPITALISATION DU COÛT ENTIER

En vertu des PCGR des États-Unis, un test de dépréciation (plafonnement du coût entier) est appliqué afin de s'assurer que les coûts capitalisés non amortis de chaque centre de coûts ne dépassent pas le total, après les impôts sur les bénéficiaires, de la valeur actualisée, calculée à un taux d'actualisation de 10 %, du montant net des produits estimatifs futurs calculés en fonction de la valeur estimative de la production future provenant des réserves prouvées selon un prix moyen établi sur la période de 12 mois précédente, déduction faite de tous les frais de mise en valeur et de production estimatifs futurs non actualisés connexes, plus les coûts afférents aux biens non prouvés et non dépréciés.

Selon les PCGR du Canada, un test de dépréciation similaire est appliqué, sauf que les flux de trésorerie provenant des réserves prouvées ne sont pas actualisés et que les prix prévus et les frais de mise en valeur et de production futurs sont utilisés pour déterminer s'il y a dépréciation ou non. Toute perte de valeur est évaluée en fonction de la juste valeur des réserves prouvées et probables. Selon les PCGR du Canada, l'amortissement pour épuisement est également calculé en fonction des réserves prouvées estimatives établies à l'aide des prix et des coûts futurs estimatifs.

Au 31 décembre 2009, les coûts capitalisés par la Société au titre des biens pétroliers et gaziers excédaient le plafond du coût entier, situation qui s'est traduite par une perte de valeur hors trésorerie de 11,1 G\$ selon les PCGR des États-Unis, laquelle a été imputée à la charge d'amortissement et d'épuisement (7,6 G\$ après impôts). Une tranche de 6,3 G\$ (4,0 G\$ après impôts) de cette perte de valeur avait trait à des biens aux États-Unis (en 2008, une perte de valeur de 1,8 G\$ avait été imputée à la charge d'amortissement et d'épuisement; 1,1 G\$ après impôts), et une tranche de 4,8 G\$ (3,6 G\$ après impôts) avait trait à des biens au Canada (néant en 2008). Un amortissement pour épuisement supplémentaire a été comptabilisé pour 2001 et certains exercices précédents, au titre de la différence entre le test de plafonnement prescrit selon les PCGR du Canada et celui prescrit par les PCGR des États-Unis. Par conséquent, les coûts capitalisés non amortis assujettis à l'amortissement pour épuisement sont moins élevés selon les PCGR des États-Unis.

Les ajustements au titre des PCGR des États-Unis en ce qui concerne les différences dans le calcul de l'amortissement pour épuisement se traduisent par une diminution de 1 235,8 M\$ de l'amortissement et épuisement et par une augmentation de 11,1 M\$ de l'écart de conversion (diminution de 171,8 M\$ au titre de l'amortissement et diminution de 0,5 M\$ au titre de l'écart de conversion pour 2009; diminution de 13,3 M\$ au titre de l'amortissement et augmentation de 0,8 M\$ au titre de l'écart de conversion pour 2008).

Notes afférentes aux états financiers consolidés

C) RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS – RESTRUCTURATION DE CPL

Selon les PCGR des États-Unis, une charge de rémunération doit être comptabilisée si la valeur intrinsèque des options sur actions n'est pas exactement la même immédiatement avant et après une restructuration du capital-actions. Dans le cadre de la réorganisation de Canadian Pacific Limited (« CPL »), la Société a procédé à une restructuration du capital-actions. Par suite de cette réorganisation, les options sur actions de CPL ont été remplacées par des options sur actions attribuées par Encana. Par suite de cette opération, les options de remplacement avaient une valeur intrinsèque différente avant et après la restructuration. Les PCGR du Canada n'exigent pas que ces options soient réévaluées.

D) RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION

i) Régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, la Société a adopté, en application des PCGR des États-Unis, la norme sur les régimes de retraite. Selon cette norme, Encana est tenue de comptabiliser au bilan la surcapitalisation ou la sous-capitalisation des régimes à prestations déterminées et d'autres avantages postérieurs à l'emploi en tant qu'actif ou que passif. La Société est aussi tenue d'intégrer les changements de la capitalisation dans les autres éléments du résultat étendu. Selon les PCGR du Canada, la Société n'est pas tenue d'inscrire la capitalisation de ces régimes au bilan.

ii) Régimes de rémunération à base d'actions fondés sur des passifs

En application des PCGR du Canada, les obligations au titre des régimes de rémunération à base d'actions fondés sur des passifs sont comptabilisées selon la méthode de la valeur intrinsèque. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2006, la Société a adopté, en application des PCGR des États-Unis, la norme sur la rémunération à base d'actions, en utilisant la méthode prospective modifiée. Cette norme ne permet pas l'utilisation de la méthode de la valeur intrinsèque pour la comptabilisation des régimes de rémunération à base d'actions fondés sur des passifs. Ces régimes, y compris les droits à la plus-value des actions jumelés, les droits à la plus-value des actions jumelés liés au rendement, les droits à la plus-value des actions, les droits à la plus-value des actions liés au rendement, les droits à la valeur d'actions liés au rendement et les droits différés à la valeur d'actions, doivent désormais être réévalués à la juste valeur à chaque date de fin d'exercice jusqu'à la date de règlement.

Dans la mesure où la charge de rémunération porte sur des employés directement associés aux activités d'exploration et de mise en valeur du gaz naturel et du pétrole brut, elle est inscrite à l'actif au titre des immobilisations corporelles. Les montants qui ne sont pas inscrits à l'actif sont comptabilisés à titre de frais d'administration ou de charges d'exploitation. Les ajustements apportés à l'exercice ont eu les incidences suivantes :

- Le montant net des immobilisations corporelles a augmenté de 4,0 M\$ (diminution de 56,4 M\$ pour 2009)
- Le passif à court terme a augmenté de 16,9 M\$ (diminution de 76,7 M\$ pour 2009)
- Les autres passifs ont diminué de 0,7 M\$ (augmentation de 3,2 M\$ pour 2009)
- Les autres éléments du résultat étendu ont diminué de 0,3 M\$ (diminution de 3,2 M\$ pour 2009)
- Les charges d'exploitation ont augmenté de 6,8 M\$ (diminution de 31,5 M\$ pour 2009)
- Les frais d'administration ont augmenté de 3,4 M\$ (diminution de 21,8 M\$ pour 2009)
- L'amortissement et épuisement ont augmenté de 1,7 M\$ (diminution de 0,8 M\$ pour 2009)

E) IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les différences suivantes sont attribuables aux ajustements des impôts futurs inclus dans le tableau du rapprochement du bénéfice net établi selon les PCGR du Canada et du bénéfice net établi selon les PCGR des États-Unis et dans le bilan consolidé condensé, qui tiennent compte aussi de l'incidence des différences de taux mentionnées ci-dessus, le cas échéant, et de l'incidence fiscale des autres éléments de rapprochement.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

Le tableau qui suit présente le rapprochement entre le taux d'imposition prévu par la loi et le taux d'imposition effectif :

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Bénéfice net (perte) avant impôts sur les bénéfices, selon les PCGR des États-Unis	3 319 \$	(8 853) \$	7 390 \$
Taux prévu par la loi au Canada	28,2 %	29,2 %	29,7 %
Impôts sur les bénéfices prévus	936	(2 585)	2 191
Incidence des éléments suivants sur les impôts :			
Écarts avec les taux prévus par la loi et autres écarts de taux	101	(389)	15
Incidence des modifications des taux d'imposition	13	-	-
Financement international	(78)	(101)	(268)
(Gains) pertes de change non inclus dans le bénéfice net	6	20	47
(Gains) pertes en capital non imposables	(38)	(71)	84
Autres	36	(143)	(44)
Impôts sur les bénéfices selon les PCGR des États-Unis	976 \$	(3 269) \$	2 025 \$
Taux d'imposition effectif	29,4 %	36,9 %	27,4 %

Le montant net des passifs d'impôts futurs s'établit comme suit :

31 décembre	2010	2009
Passifs d'impôts futurs		
Immobilisations corporelles, en excédent des valeurs fiscales	77 \$	- \$
Écarts temporaires liés à la coentreprise	-	78
Gestion des risques	374	75
Actifs d'impôts futurs		
Excédent des valeurs fiscales des immobilisations corporelles sur leurs valeurs comptables	-	(802)
Pertes autres qu'en capital et pertes d'exploitation nettes reportées prospectivement	(285)	(174)
Autres	47	(6)
Passifs d'impôts futurs, montant net	213 \$	(829) \$

F) AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

La norme des PCGR des États-Unis traitant des régimes de retraite exige que la situation de capitalisation des régimes à prestations déterminées et d'avantages postérieurs à l'emploi soit présentée au bilan et que la variation de la situation de capitalisation soit comptabilisée par le biais du résultat étendu. En 2010, une perte de 2,1 M\$, après impôts, a été comptabilisée dans les autres éléments du résultat étendu (gain de 12,5 M\$, après impôts, pour 2009), comme l'indique la note D i). Lors de l'adoption de cette norme, conformément aux exigences, le solde transitoire de 48 M\$, après impôts, a été inscrit directement dans le cumul des autres éléments du résultat étendu.

L'écart de conversion tient compte de l'incidence du cumul des différences avec les PCGR des États-Unis.

G) CONVERSION DES DEVISES

En 2010, conformément aux PCGR du Canada, la Société a comptabilisé une perte de change découlant de la conversion d'une opération intersociétés qui a réduit la participation nette de la Société dans un établissement étranger autonome. Selon les PCGR des États-Unis, les opérations en monnaies étrangères, qui s'apparentent à des placements à long terme, entre deux entités qui sont consolidées dans les états financiers de la Société ne sont pas prises en compte dans la détermination du résultat net, mais elles sont présentées comme des ajustements de conversion. En conséquence, le résultat net selon les PCGR des États-Unis s'est accru de 35 M\$ (128 M\$ pour 2009) et l'écart de conversion a été réduit du même montant.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

H) ACTIF À COURT TERME

En 2009, la Société a repris une perte de valeur des stocks qui avait été comptabilisée en 2008 selon les PCGR du Canada. Les PCGR des États-Unis ne permettent pas la reprise de pertes de valeur des stocks. En conséquence, le bénéfice net avant impôts selon les PCGR des États-Unis a diminué de 47 M\$ et les stocks ont été réduits du même montant.

I) ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Certains éléments présentés comme activités d'investissement ou de financement en vertu des PCGR du Canada doivent être présentés à titre d'activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis. Les impôts versés à la vente d'actifs qui sont présentés au titre des activités d'investissement selon les PCGR du Canada doivent être présentés au titre des activités d'exploitation selon les PCGR des États-Unis.

J) DIVIDENDES DÉCLARÉS SUR ACTIONS ORDINAIRES

Exercices terminés les 31 décembre	2010	2009	2008
Dividendes par action	0,80 \$	1,40 \$	1,60 \$